



REVUE DE PRESSE UE-HAITI

Avril à juin 2019

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles

Tele6 – Publié le 26 juin 2019

Le Ministère de l'Education Nationale boucle sa première phase de révision du Plan décennal d'éducation et de formation.

C'est désormais acté ! L'analyse sectorielle, révisée, du Plan décennal d'éducation et de formation (PDEF) vient d'être endossée par les Partenaires techniques et financiers (PTF), membres du Groupe sectoriel de l'éducation (GSE).

En effet, lors d'une réunion tenue, ce lundi 24 juin 2019, au bureau de **l'Union européenne** en Haïti à Pétion-Ville, les représentants du GSE ont donné leur approbation au texte soumis après le travail de révision de l'analyse sectorielle du Plan.

Réalisé avec la collaboration de deux consultants de Cambridge Education, une institution internationale œuvrant dans le domaine de l'éducation, le travail a pris en compte plusieurs remarques formulées par les partenaires du secteur, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation (PME).



Sur la base des commentaires et recommandations concernant le premier document soumis par le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), un Atelier de travail s'est tenu à Washington au siège du PME, en janvier dernier, entre des responsables du MENFP et des membres du GSE (UNESCO, UNICEF, **Union européenne**, Banque mondiale). Une Feuille de route a été adoptée à l'issue de cette importante rencontre autour du PDEF prévoyant la finalisation d'ici fin juin 2019 de la version révisée de l'analyse sectorielle. Il s'agit donc de l'aboutissement d'un processus d'élaboration du PDEF avec l'appui des PTF.

Au centre des échanges et facilitant la coordination des activités, l'Office national du partenariat en éducation (ONAPE). Cette institution a joué un rôle clé à chaque étape en servant d'interface institutionnelle entre le ministère et les partenaires, conformément à sa mission légale.

Dr Délima Pierre, directeur général de l'ONAPE, représentant du titulaire du MENFP à cette réunion, salue l'appui des PTF qui a permis d'aboutir à ces résultats. Il cite, en ce sens, le soutien technique et financier de l'UNICEF et de l'Union européenne qui assurent la coordination des activités du GSE.

Soulignant la qualité du travail effectué avec les experts de Cambridge Education en vue de compléter l'analyse sectorielle, le Directeur général de l'ONAPE se réjouit que cette étape soit franchie dans le délai imparti malgré les difficultés rencontrées.

Le MENFP endosse aussi le document, affirme-t-il, et travaille activement à la deuxième étape de révision du PDEF, notamment dans la stratégie, les programmes envisagés et le montage financier. L'ONAPE et le comité de pilotage de finalisation du PDEF, institué par le ministre CADET, œuvrent avec l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) en vue d'avancer, selon le délai prévu, dans cette deuxième phase pour la finalisation du PDEF.

Présente à la rencontre, la représentante de l'UNICEF en Haïti, Marie Luisa FORNARA, souligne qu'il s'agit d'un travail de qualité qui a le soutien de l'UNICEF et des partenaires du GSE. Notons que les activités relatives à la révision de l'analyse sectorielle ont été financées par l'UNICEF.

Pour **Aniceto Rodriguez RUIZ, chef de coopération à l'Union européenne**, qui présidait la rencontre en l'absence de **l'Ambassadeur Vincent DEGERT**, en voyage, son institution approuve aussi le travail réalisé et continuera à assister le MENFP dans les prochaines étapes. Constatant l'approbation des membres du GSE pour l'endossement du document, suite à une question formulée en ce sens, M. Ruiz dit acter la recevabilité et l'approbation de la révision de l'analyse sectorielle qui est bien endossée.

Cette nouvelle étape franchie va permettre au MENFP de bénéficier des appuis budgétaires attendus de **l'Union européenne**, notamment en ce qui concerne la première tranche variable. Il s'agit d'une des conditions de décaissement que le MENFP a su accomplir dans le délai prévu.

Le leadership du MENFP est salué par les acteurs du secteur de l'éducation qui se réjouit des progrès accomplis par le ministère, malgré un contexte difficile, en vue de doter le pays d'un Plan décennal d'éducation et de formation de dix ans 2019-2029 et bénéficier ainsi des fonds attendus du PME et d'autres bailleurs.

Signalons aussi la présence à cette réunion de haut niveau du directeur de cabinet du ministre, Jackson Pléteau.

<https://www.tele6univershaiti.com/single-post/2019/06/26/Le-Minist%C3%A8re-de-l%E2%80%99%C3%89ducation-Nationale-boucle-la-premi%C3%A8re-phase-de-r%C3%A9vision-du-Plan-d%C3%A9cennal-d%E2%80%99%C3%A9ducation-et-de-formation>

Youtube – Publié le 25 juin 2019

"Metropole Tele – émission Le Point 25 juin 2019 – Enquête de suivi des dépenses publiques en éducation"

<https://www.youtube.com/watch?v=-nSPqoiXONI>

Les travailleurs haïtiens en République dominicaine sont moins bien payés que les autres étrangers

Les travailleurs immigrants génèrent globalement 9,5% de la valeur ajoutée de la République dominicaine, tandis que dans certaines activités, telles que l'agriculture et la construction, la contribution des étrangers, principalement des Haïtiens, est supérieure à près de 30%, dénote une étude menée conjointement par l'Union européenne (UE) et le Fonds des Nations Unies pour la population (Unfpa).

« Contribution à la valeur ajoutée de la population d'origine étrangère en République dominicaine », tel est l'intitulé de cette étude complémentaire à la deuxième enquête nationale sur les immigrants en République voisine qui stipule que dans des secteurs comme la construction et l'agriculture, les étrangers, principalement des Haïtiens, génèrent un tiers de la valeur ajoutée de ces activités. Toutefois, le niveau d'éducation chez les Haïtiens constitue un handicap majeur entre leur niveau de revenu et leur accès à la santé par rapport aux immigrants en provenance d'autres pays. En effet, au niveau de l'éducation, l'étude indique que seulement 2,44% des enfants nés en Haïti ont achevé leurs études universitaires, alors que près du tiers des étrangers issus d'autres pays disposent d'une formation universitaire.

« On peut s'attendre à ce que les revenus perçus sur le marché du travail par la population née en Haïti soient inférieurs à ceux des autres travailleurs nés dans d'autres pays, en raison de leur faible niveau de formation, ce qui influe également sur le type d'activité auquel ils se consacrent qui est généralement peu productif et ne nécessite que peu de spécialisation », indique l'étude de l'Union européenne et de l'Unfpa précisant que les personnes nées en Haïti gagnent en moyenne 11 478,4 pesos par mois contre environ 15 360,9 pesos par mois pour celles nées dans d'autres pays. Plus loin, l'étude souligne que les différences entre les étrangers vivant en territoire dominicain incluent également la question de l'accès à la couverture maladie. Seulement 10% des Haïtiens en possession d'un emploi ont une assurance maladie, tandis que 53% des migrants d'autres pays en ont une.

« Ces chiffres indiquent que l'accès à la sécurité sociale de ce dernier groupe est supérieur non seulement à la population d'origine haïtienne, mais également au marché du travail dominicain », indique le rapport selon lequel 42% des Dominicains sont couverts par une politique de santé. Les étrangers représentent 9,6% de la population active avec un emploi en République dominicaine, soit un total de 417 104 personnes, principalement des Haïtiens (334 111 personnes). Le revenu mensuel moyen des immigrants est de 12 108,88 pesos, avec des différences entre les lieux d'origine de ces personnes.

Selon des données de l'Office national de la statistique incluses dans l'analyse, seules 16,5% des entreprises formelles ont embauché au moins un citoyen étranger en 2015. S'il s'agit d'hôtels et de restaurants, le taux augmente à 34,1 %, d'entreprises évoluant dans le secteur de l'eau » 26,1%, dans la construction, 20% et dans les industries, 18,1% à avoir embauché des immigrants.

<https://lenouvelliste.com/article/203650/les-travailleurs-haitiens-en-republique-dominicaine-sont-moins-bien-payes-que-les-autres-etrangers>

Les actions du MdE, de la FAO et de l'UE pour soutenir les efforts de restauration des terres dans la Grand'Anse

Le Département de la Grand'Anse reste parmi l'une des régions d'Haïti les plus affectées par la dégradation des terres et la déforestation. Victime des mauvaises pratiques agricoles et de la coupe incontrôlée des arbres pour des usages divers, surtout pour le charbon de bois, la Grand'Anse est encore sujette aux catastrophes naturelles dont les ouragans. C'est ainsi qu'elle porte les stigmates de l'ouragan Matthew qui l'a frappée de plein fouet en octobre 2016.

Le volet « restauration des terres » du projet « Action Contre la Désertification (ACD) » consiste en l'amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux touchés par la dégradation des terres en Haïti.

C'est dans ce cadre que la FAO appuie les organisations communautaires de base (OCB) et les ONGs partenaires du projet pour la mise en place de pépinières communautaires, qui ont déjà produit, depuis 2016, près de 4 millions de plantules d'arbres fruitiers, forestiers et fourragers, utilisés pour restaurer plus de 10,000 hectares de terres.

L'éducation environnementale est également prise en compte dans ce projet afin de sensibiliser des populations et les responsabiliser par rapport aux problèmes environnementaux graves que connaît le pays et en l'occurrence, la Grand'Anse.

Ainsi, le Ministère de l'Environnement, la FAO et l'Union européenne mettent en œuvre un programme de formation et de sensibilisation des populations locales sur l'éducation à la citoyenneté environnementale. C'est dans ce cadre qu'un guide de formation sur la désertification ainsi qu'un dépliant sur les causes et conséquences de la désertification et la dégradation des terres et des solutions y relatives ont été élaborés. Une planche à images a été également développée. Ces trois outils ont été partagés avec les communautés. Par ailleurs, deux spots de sensibilisation continuent d'être diffusés dans les radios locales de la Grande-Anse une fois par semaine.

L'éducation environnementale en milieu scolaire étant essentielle, le Ministère de l'Environnement et la FAO appuient à travers ce projet la campagne « Nap Rebwaze Grandans ». Cette initiative lancée il y a plus de huit (8) années par le Collège Charlemagne Peralte de Jérémie implique les écoles urbaines et rurales de la Grand'Anse dans une campagne de reboisement réalisée par les élèves du fondamental et du secondaire.

Pour la 8e édition de cette campagne, démarrée le 8 février 2019 et qui a pris fin le 5 juin, le Ministère de l'Environnement et la FAO ont déjà fourni un encadrement technique à 5 200 élèves pour la plantation des arbres lors de trois journées de reboisement. Ces activités ont été organisées dans les localités de Carrefour Sanon et de Léon avec les écoles Saint-Charles, Béthanie, Bon Pasteur, Cœur de Jésus, la Pépinière, l'Institution Toussaint, le Lycée Nationale de Léon, l'École Nationale de Léon, le Collège méthodiste et le lycée de Bonbon.

Toutes ces actions contribuent à reconstituer la couverture boisée de la Grand'Anse. Le projet « Action Contre la Désertification », qui s'étendra jusqu'en février 2020, est mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et la FAO avec le financement de l'Union Européenne dans cinq communes de ce département, à savoir, Bonbon, Jérémie, Abricots, Moron et Dame-Marie.

<https://lenouvelliste.com/article/203373/les-actions-du-mde-de-la-fao-et-de-lue-pour-soutenir-les-efforts-de-restauration-des-terres-dans-la-grandanse>

Haïti - Grand'Anse : Une des régions la plus affectée par la dégradation des terres et la déforestation

Le Département de la Grand'Anse, victime des mauvaises pratiques agricoles et de la coupe incontrôlée des arbres, surtout pour la production de charbon de bois, est l'une des régions d'Haïti les plus affectées par la dégradation des terres et la déforestation ce qui la fragilise face aux aléas naturels majeurs dont les ouragans.

C'est dans ce cadre que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appuie les organisations communautaires de base et les ONGs partenaires du projet « Action Contre la Désertification » (ACD) (volet restauration des terres) pour la mise en place de pépinières communautaires, qui ont déjà produit, depuis 2016, près de 4 millions de plantules d'arbres fruitiers, forestiers et fourragers, utilisés pour restaurer plus de 10,000 hectares de terres. L'éducation environnementale est également prise en compte dans ce projet afin de sensibiliser des populations et les responsabiliser par rapport aux problèmes environnementaux graves que connaît Haïti.

La FAO appuie également à travers ce Projet, la campagne « Nap Rebwaze Grandans », une initiative lancée il y a plus de 8 ans par le Collège Charlemagne Peralte de Jérémie qui implique les écoles urbaines et rurales de la Grand'Anse dans une campagne de reboisement réalisée par les élèves du fondamental et du secondaire.

Dans le cadre de cette 8ème Édition qui a pris fin le 5 juin dernier, le Ministère de l'Environnement et la FAO ont déjà fourni un encadrement technique à 5,200 élèves pour la plantation des arbres lors de trois journées de reboisement dans les localités de Carrefour Sanon et de Léon avec les écoles Saint-Charles, Béthanie, Bon Pasteur, Cœur de Jésus, la Pépinière, l'Institution Toussaint, le Lycée Nationale de Léon, l'École Nationale de Léon, le Collège méthodiste et le lycée de Bonbon.

Le projet « Action Contre la Désertification », destiné à reconstituer la couverture boisée de la Grand'Anse se poursuivra jusqu'en février 2020, il est mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et la FAO avec le financement de l'Union Européenne dans cinq communes de ce département : Bonbon, Jérémie, Abricots, Moron et Dame-Marie.

<https://www.haitilibre.com/article-28027-haiti-grand-anse-une-des-regions-la-plus-affectee-par-la-degradation-des-terres-et-la-deforestation.html>

Enews – publié le 17 mai 2019

Des dizaines de cadres du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) et du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), ont pris part à un atelier de travail, le jeudi 16 mai 2019, à l'hôtel Montana, en vue de procéder à la restitution du « Manuel de procédures administratives et financières » du MENFP

L'objectif de cette réunion a été de recueillir les principales remarques et recommandations des participants dans le but de valider ledit Manuel.

Dans son allocution de circonstance, l'Inspectrice générale du MENFP, Mme Carolde Alliance a souligné l'importance de ce document qui vise à renforcer la gouvernance économique et financière du ministère.

« La gestion financière spécialement a toujours présenté des difficultés énormes. C'est pourquoi, elle doit être une activité importante dans la stratégie et l'organisation générale de l'institution », a déclaré Mme Alliance.

Par ailleurs, elle estime important que des outils soient mis à la disposition de chaque acteur parmi lesquels: un Manuel de gestion où sont compilées diverses procédures permettant de gérer efficacement les ressources financières disponibles.

Selon Carolde Alliance, jusqu'ici, plusieurs tentatives pour doter le MENFP d'un tel instrument ont échoué pour diverses raisons.

Elle s'est réjouie de la tenue de l'atelier visant la validation dudit document appelé à substituer la version actuellement utilisée par le ministère et qui date de 1996.

« Il reste d'autres étapes et non des moindres à franchir si nous voulons atteindre notre objectif qui est d'apporter une amélioration significative dans la gestion des ressources financières du ministère », a conclu Mme Alliance, avant de souligner que cette gestion doit être marquée du sceau de la transparence, de l'efficacité administrative et d'un souci de reddition de comptes.

De son côté, Mme Judith Johannes, chargée de programme éducation et formation professionnelle, représentante de la Délégation de l'Union européenne en Haïti, a salué la tenue de cet atelier de validation du document que l'UE a financé et réitère l'engagement de son organisme de continuer à appuyer le MENFP dans ses actions visant l'amélioration de la qualité du service public offert.

Notons que ce projet qui a bénéficié du soutien financier de l'Union Européenne, a été mis en œuvre par Expertise France. Patrick Jean Léger est le consultant qui a été engagé pour travailler à l'élaboration du document.

<https://enews.natcom.com.ht/haiti-menfp-administration-vers-un-manuel-de-procedures-pour-une-meilleure-gouvernance-economique-et-financiere.html>

HPN Haïti – Publié le 5 juin 2019

Vers la rationalisation des dépenses publiques en éducation

Environ 8 mois après le début de l'enquête de suivi des dépenses publiques en éducation, les premiers résultats sont communiqués aux acteurs du système éducatif. Deux constats clés : les allocations budgétaires destinées aux principaux intrants scolaires en dehors des salaires sont insuffisantes et des déperditions identifiées dans le processus d'acheminement des ressources vers les écoles concernées. De nouvelles pistes proposées pour l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'éducation.

Environ une centaine de cadres des directions techniques et départementales du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) prennent part à un atelier de deux jours, les 4 et 5 juin 2019, portant sur la présentation des résultats préliminaires de cette enquête de suivi des dépenses publiques en éducation en Haïti.

Tenu à l'hôtel Montana avec la participation de représentants de l'Union européenne, de Expertise France, des Associés en management public et développement (AMD) et de l'Institut haïtien de formation en sciences de l'éducation (IHFOSED), cet Atelier doit permettre aux principaux acteurs du secteur public de prendre connaissance des données résultant de cette enquête, de produire les recommandations appropriées après discussions et de procéder à la validation des résultats.

Optimiser l'utilisation des ressources

Réalisée au cours de la période allant de novembre 2018 à juin 2019, l'enquête de suivi des dépenses publiques en éducation (encore appelée enquête PETS) a été initiée par le MENFP avec l'appui de l'Union européenne afin d'identifier les actions à mener en vue d'optimiser l'utilisation des ressources

prises à la disposition du MENFP, et améliorer ainsi la qualité de la dépense effectuée dans le secteur de l'éducation.

On note trois grandes phases dans le déroulement de cette enquête. La 1ère phase concerne le cadrage du champ de l'enquête couvert au cours de la période allant du 6 novembre au 17 décembre 2018. La deuxième, tenue du 18 décembre 2018 au 11 avril 2019, a permis de faire la collecte des données. Et la troisième, d'avril à juin 2019, porte sur l'analyse et le traitement des données, la production du rapport et sa restitution.

L'enquête PETS Haïti s'est intéressée en particulier aux flux suivants : les salaires des enseignants fonctionnaires et contractuels, les allocations en faveur des écoles, les kits scolaires, les vivres pour les cantines scolaires, les manuels scolaires, les crédits destinés aux structures techniques déconcentrées à savoir les Directions départementales d'éducation (DDE), les Bureaux des districts scolaires (BDS) et les Bureaux d'inspection et de zone (BIZ).

Une enquête nationale sur deux questions clés

Au total, 571 établissements scolaires (450 écoles nationales, 121 Lycées) ont été touchés dans le cadre de cette enquête à travers les 10 DDE, 46 BDS, 75 BIZ, 52 APE Écoles et 12 APE Lycées. Au niveau central, des données ont été collectées auprès du Trésor public, de la Direction des ressources humaines (DRH) de l'Office de management des ressources humaines (OMRH), de la Direction des affaires administratives (DAA), de l'Unité de passation de marchés et du Programme national de cantines scolaires (PNCS).

Deux questions essentielles ont été posées lors de l'enquête : les allocations budgétaires destinées aux écoles/lycées et aux structures déconcentrées arrivent-elles entièrement et à temps à destination ? Et en quoi la gouvernance dans la gestion des flux de ressources contribue-t-elle au niveau de déperdition observé ?

Notons que cette initiative rentre dans le cadre de l'appui institutionnel au renforcement de l'Etat haïtien dans le cadre du State Building Contract II (SBC 2) du Fonds européen de développement (FED) 2018. Le financement de l'enquête a été assuré par l'UE. Les travaux ont été conduits par Expertise France avec la contribution de AMD et IHFOSED.

Le rapport de 15 pages résume les grandes lignes et les principales données obtenues au cours de cette enquête. Suivant l'analyse des données, les résultats de l'enquête PETS ont confirmé, d'une part, que « les allocations budgétaires destinées aux principaux intrants scolaires en dehors des salaires restaient insuffisants et, d'autre part, des déperditions existaient dans la chaîne d'acheminement de ces ressources du niveau central vers les établissements scolaires ».

Comprendre le phénomène de déperdition des ressources

Les résultats indiquent aussi que les failles de gouvernance en matière de gestion de ces intrants scolaires pourraient expliquer ces différentes déperditions. Les variables de gouvernance liées à la prédictibilité, à la transparence, à l'obligation de rendre compte et à la participation contribuent à expliquer le niveau de déperdition constatée.

Plusieurs études ont montré en effet que les fuites de ressources tirent leurs principales sources de l'asymétrie d'information et de la faiblesse des relations et des mécanismes de redevabilité.

Et la conclusion résultant de ces résultats est sans appel, ces déperditions sont significatives et pourraient compromettre les ambitions portées pour le secteur dans le PDEF 2019-2029.

Face à ce constat, les consultants proposent un ensemble de recommandations en huit points :

1. la mise en place d'orientations politiques claires pour ce qui concerne l'allocation des ressources destinées aux établissements scolaires et ce dans la perspective de la révision en cours du PDEF ;
2. une réorganisation du cadre institutionnel en place pour la gestion des intrants au profit des établissements scolaires ;

3. l'institution de systèmes et processus de planification des besoins de financement des établissements scolaires et des structures d'encadrement au niveau déconcentré (DDE, BDS, BIZ) pour leur permettre d'assurer efficacement leurs missions ;
4. l'adoption de textes et procédures claires pour la gestion des principaux intrants scolaires et leur mise en application ;
5. La réhabilitation de la chaîne de contrôle et des mécanismes de redevabilité et de transparence au niveau de la gestion des différents intrants par les établissements scolaires ;
6. le renforcement du contrôle citoyen ;
7. la mise en place d'un programme structuré de renforcement des capacités aux différents niveaux (central, déconcentré, et au niveau des écoles et lycées) ;
8. l'institution d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations et du plan d'action.

Prenant la parole au nom du Directeur général du MENFP, le coordonnateur général, M. Nelson Pierre, a remercié l'UE et l'IHFOSED pour leur contribution à cette enquête qui doit permettre, selon lui, au gouvernement d'identifier les différentes actions à entreprendre dans le but de rendre plus efficace l'utilisation des fonds du Trésor public.

Pour le Directeur de cabinet du ministre CADET, cette enquête est importante non seulement pour l'atteinte des prérequis pour l'obtention du financement de l'UE, mais aussi pour les nouvelles orientations à donner en matière de gestion des fonds destinés aux structures déconcentrées du ministère et aux écoles publiques. Le Plan d'action qui en découlera permettra, selon lui, d'améliorer la gestion des fonds publics et d'aborder les vrais problèmes du système éducatif.

Vincent Degert, ambassadeur et représentant résident de l'Union européenne en Haïti, estime que cette étude sur le suivi des dépenses permet de faire la radiographie de la situation des dépenses publiques en éducation et d'établir ainsi un diagnostic des domaines où sont constatées des pertes en ressources. Pour le représentant de l'UE, en ces temps de raréfaction des ressources budgétaires, il est extrêmement bienvenue de la part du MENFP de s'engager dans cet exercice. Il se réjouit en ce sens de cette démarche active du MENFP qui constitue, selon lui, une étape importante dans la dynamique de réforme.

<https://hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/societe/54-education/5628-rationaliser-les-depenses-publiques-en-education-et-ameliorer-l-efficacite-interne-et-externe-du-systeme-educatif>

Métropole Haiti – Publié le 29 mai 2019

L'UE recommande le dialogue pour sortir de l'impasse

L'UE presse les acteurs politiques haïtiens à lancer un dialogue inclusif en vue de sortir de l'impasse. Dans un communiqué l'Union européenne en Haïti a exprimé ses inquiétudes face à la situation générale du pays qui, confronté à des défis majeurs et urgents, reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement.

Ce dialogue permettra d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population ".

Pour l'Union Européenne la mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'État haïtien et de poursuivre les actions en matière de reddition des comptes, en facilitant l'aboutissement des

procédures légales en cours. " Il est également urgent d'assurer une investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline, et d'assurer la protection des citoyens et des défenseurs des droits de l'homme ", précisent les responsables de la **Délégation de l'UE**.

De plus **l'UE** encourage " la tenue d'un processus électoral équitable, ouvert et transparent repose notamment sur l'adoption du projet de loi électorale préparé par le Conseil électoral provisoire, l'attribution d'un nouveau mandat à ce Conseil, l'adoption des budgets nécessaires à l'organisation des élections, la mise à jour des listes électorales et la délivrance de nouvelles cartes d'identité '.

http://metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=32713

Le Nouvelliste – Publié le 29 mai 2019

Tout appui mal calibré à Haïti aura le destin des fonds PetroCaribe

L'Union européenne a publié mardi une note pour fixer sa position sur la situation d'Haïti. En égrenant les problèmes sans solution de l'heure, les pays de la vieille Europe laissent lire entre les lignes qu'ils n'entrevoient pas le beau temps à l'horizon immédiat.

La sortie publique des ambassadeurs de ces pays amis d'Haïti traduit aussi un malaise sans nom qui existe au sein de la communauté internationale depuis quelque temps. Les États-Unis d'Amérique pèsent de tout leur poids pour supporter, sans nuance, l'administration Moïse. Les autres pays présents en Haïti se rendent compte que l'exécutif haïtien abuse de la situation et n'en profite que pour s'endormir sur des lauriers... qu'il n'a pas.

On ne le dit pas à haute voix, mais le Core Group est grippé. Il a perdu et la main et la voix. Il ne propose plus rien aux autorités. L'ONU s'apprête à partir pour mieux rester. Les meilleurs amis d'Haïti ne l'encouragent pas à bien faire.

Pour certains observateurs, il est à craindre que le support des USA au président Jovenel Moïse et leur mainmise sur le destin de l'ONU en Haïti ne se terminent que dans un scénario digne de la gestion des fonds PetroCaribe.

Sans demander des contreparties et sans exiger des performances autres que le suivisme dans la crise vénézuélienne, les États-Unis de Donald Trump font comme Chavez et Maduro avec Haïti. Ils veulent un appui politique, rien de plus. Haïti fera ce que bon lui semble avec les dividendes du support politique de Washington.

Quand on connaît comment ont été dépensés les milliards de PetroCaribe qui étaient eux aussi pour acheter l'appui politique d'Haïti, le pire est à craindre.

Deux mois après la chute du gouvernement Céant, après quatorze mois de dépréciation continue de la valeur de la gourde, après deux mois avec le taux de l'inflation au plus haut depuis dix ans, après trois tentatives infructueuses de faire passer un nouveau gouvernement devant le Parlement, après des semaines de détérioration accélérée de la situation sécuritaire, Haïti est au pied du mur. De la montagne. De l'Everest.

Le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti, le président du Sénat, celui de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif et le directeur général de la Police nationale d'Haïti fixent, les quatre, rendez-vous ce jeudi pour, le premier, présenter des mesures économiques, le deuxième, pour tenter d'avancer dans le dossier du premier ministre Lapin, le troisième, livre une autre partie du rapport sur la gestion des fonds PetroCaribe et le chef de la police assurer la sécurité du parlement. Le gouverneur, les deux présidents et le DG sont attendus au tournant.

Le politique, l'économique, le judiciaire, le sécuritaire et bien d'autres pouvoirs encore déçoivent et nagent dans les abysses de l'inefficacité depuis assez longtemps pour que, maintenant, en Haïti, débute le processus de recherche de la surface. Chacun en ce qui le concerne.

<https://lenouvelliste.com/article/202426/tout-appui-mal-calibre-a-haiti-aura-le-destin-des-fonds-petrocaribe>

Loop Haiti – Publié le 29 mai 2019

La délégation de l'UE préoccupée face aux défis actuels du pays

La **Délégation de l'Union européenne** en Haïti exprime ses inquiétudes face à la situation générale du pays qui, confronté à des défis majeurs et urgents, reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement.

Sur le plan économique, la gourde continue à dévisser, la pauvreté s'aggrave et l'investissement est à l'arrêt. Sur le plan politique, de fortes tensions ont provoqué de graves troubles sociaux ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme ; de plus, ces tensions font peser des incertitudes sur la tenue des élections législatives prévues pour octobre prochain.

Dans ce contexte, **la Délégation de l'Union européenne** rappelle à tous les acteurs l'urgence de la tenue d'un dialogue inter-haïtien franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur. Intégrant les secteurs politique et économique ainsi que la société civile, ce dialogue doit permettre d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population.

La mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'Etat haïtien et de poursuivre les actions en matière de reddition des comptes, en facilitant l'aboutissement des procédures légales en cours. Il est également urgent d'assurer une investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline, et d'assurer la protection des citoyens et des défenseurs des droits de l'homme. Le gouvernement pourra dans ce contexte compter sur l'appui offert par **l'UE** ainsi que par d'autres acteurs de la communauté internationale.

Le processus de dialogue devrait également créer les conditions propices à la réalisation des élections parlementaires, conformément au calendrier prévu par la Constitution, évitant ainsi un vide institutionnel, tout en permettant aux citoyens de se prononcer sur l'avenir du pays de façon démocratique.

La tenue d'un processus électoral équitable, ouvert et transparent repose notamment sur l'adoption du projet de loi électorale préparé par le Conseil électoral provisoire, l'attribution d'un nouveau mandat à ce Conseil, l'adoption des budgets nécessaires pour l'organisation des élections, la mise à jour des listes électorales et la délivrance de nouvelles cartes d'identité.

<http://www.loophaiti.com/content/la-delegation-de-lue-en-haiti-preoccupee-face-aux-defis-actuels-du>

Haiti libre – Publié le 29 mai 2019

2 mois après... l'Union Européenne inquiète

La **Délégation de l'Union européenne** en Haïti exprime ses inquiétudes face à la situation générale du pays qui, confronté à des défis majeurs et urgents, reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement.

Sur le plan économique, la gourde continue à dévisser, la pauvreté s'aggrave et l'investissement est à l'arrêt. Sur le plan politique, de fortes tensions ont provoqué de graves troubles sociaux ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme ; de plus, ces tensions font peser des incertitudes sur la tenue des élections législatives prévues pour octobre prochain.

Dans ce contexte, la **Délégation de l'Union européenne** rappelle à tous les acteurs l'urgence de la tenue d'un dialogue inter-haïtien franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur. Intégrant les secteurs politique et économique ainsi que la société civile, ce dialogue doit permettre d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population.

La mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'Etat haïtien et de poursuivre les actions en matière de reddition des comptes, en facilitant l'aboutissement des procédures légales en cours. Il est également urgent d'assurer une investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline, et d'assurer la protection des citoyens et des défenseurs des droits de l'homme. Le gouvernement pourra dans ce contexte compter sur l'appui offert par **l'UE** ainsi que par d'autres acteurs de la communauté internationale.

Le processus de dialogue devrait également créer les conditions propices à la réalisation des élections parlementaires, conformément au calendrier prévu par la Constitution, évitant ainsi un vide institutionnel, tout en permettant aux citoyens de se prononcer sur l'avenir du pays de façon démocratique.

La tenue d'un processus électoral équitable, ouvert et transparent repose notamment sur l'adoption du projet de loi électorale préparé par le Conseil électoral provisoire, l'attribution d'un nouveau mandat à ce Conseil, l'adoption des budgets nécessaires pour l'organisation des élections, la mise à jour des listes électorales et la délivrance de nouvelles cartes d'identité.

<https://www.haitilibre.com/article-27852-haiti-politique-2-mois-apres-l-union-europeenne-inquiete.html>

Le Nouvelliste – Publié le 28 mai 2019

Inquiète, l'Union européenne appelle à la mise en place d'un nouveau gouvernement

Dégradation de la situation économique, recrudescence de l'insécurité, troubles sociaux, violation des droits de l'homme, absence de gouvernement depuis deux mois, investissement à l'arrêt... Un triste tableau de la réalité du pays peint par **l'Union européenne (UE)**. Dans une prise de position rendue publique, mardi, **l'UE** lance un appel sans condition au dialogue, la mise sur pied d'un gouvernement et le vote d'un budget entre autres.

« **La délégation de l'Union européenne en Haïti** exprime ses inquiétudes face à la situation générale du pays qui, confronté à des défis majeurs et urgents, reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement », a dit constater **l'UE** dans cette prise de position.

L'UE a dit aussi constater que le sur le plan économique, la gourde continue à dévisser, la pauvreté s'aggrave et l'investissement est à l'arrêt. « Sur le plan politique, de fortes tensions ont provoqué de graves troubles sociaux ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme ; de plus, ces tensions font peser des incertitudes sur la tenue des élections législatives prévues pour octobre prochain », a fait remarquer **l'Union européenne**.

Dans ce contexte, la délégation de **l'Union européenne** rappelle à tous les acteurs l'urgence de la tenue « d'un dialogue inter-haïtien franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur. Intégrant les secteurs politique et économique ainsi que la société civile, ce dialogue, selon **l'UE**, doit permettre d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population ».

« La mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'État haïtien et de poursuivre les actions en matière de reddition des comptes, en facilitant l'aboutissement des procédures légales en cours. Il est également urgent d'assurer une investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline, et d'assurer la protection des citoyens et des défenseurs des droits de l'homme », exhorte **l'UE** tout en promettant au gouvernement son appui.

L'UE a souligné que le processus de dialogue devrait également créer les conditions propices à la réalisation des élections parlementaires, conformément au calendrier prévu par la Constitution, évitant ainsi un vide institutionnel, tout en permettant aux citoyens de se prononcer sur l'avenir du pays de façon démocratique.

L'Union européenne plaide enfin pour « la tenue d'un processus électoral équitable, ouvert et transparent repose notamment sur l'adoption du projet de loi électorale préparé par le Conseil électoral provisoire, l'attribution d'un nouveau mandat à ce Conseil, l'adoption des budgets nécessaires à l'organisation des élections, la mise à jour des listes électorales et la délivrance de nouvelles cartes d'identité ».

<https://lenouvelliste.com/article/202383/inquiete-lunion-europeenne-appelle-a-la-mise-en-place-dun-nouveau-gouvernement>

HPN - Publié le 28 mai 2019

L'UE s'inquiète de la situation dans le pays

Deux mois après la nomination d'un Premier ministre non encore ratifié au Parlement, la délégation de **l'UE** en Haïti a exprimé mardi ses inquiétudes face à la situation générale du pays « confronté à des défis majeurs et urgents ».

Au plan politique la représentation de **l'UE** en Haïti note que de fortes tensions ont provoqué de graves troubles sociaux ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme ; de plus, « ces tensions font peser des incertitudes sur la tenue des élections législatives prévues pour octobre prochain », lit-on dans un communiqué de **l'UE**.

« Au plan économique, la gourde continue à dévisser, la pauvreté s'aggrave et l'investissement est à l'arrêt », semble regretter la représentation diplomatique européenne.

Face à la situation, la **Délégation de l'Union européenne** prône « la tenue d'un dialogue inter-haïtien franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur ».

Intégrant les secteurs politique et économique ainsi que la société civile, ce dialogue doit permettre d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population.

<http://hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/politique/5597-haiti-crise-l-ue-s-inquiete-de-la-situation-dans-le-pays>

RFM Haiti – Publié le 28 mai 2019

La Délégation de l'Union Européenne en Haïti fait part de ses inquiétudes face à la situation globale avec l'aggravation de la pauvreté et l'absence d'un gouvernement fonctionnel dans le pays.

L'UE appelle à un dialogue urgent entre les acteurs pour déboucher sur un projet national fédérateur. L'UE prône un consensus entre les acteurs sur les réformes à mener afin de répondre aux besoins de la population.

www.rfmhaiti.com

Radio One – Publié le 28 mai 2019

La délégation de l'Union européenne en Haïti, dans une déclaration écrite rendue publique le mardi 28 mai 2019, a fixé sa position par rapport à la crise en Haïti. La dévaluation de la gourde, la pauvreté qui s'accroît, l'investissement au point mort, l'absence de gouvernement légitime, les élections, la violation des droits humains, la détérioration du climat de sécurité, le dialogue inter-haïtien sont, entre autres, des points traités dans ce communiqué de presse dont la copie est parvenue à la rédaction de Vant Bèf Info (VBI) et nous publions l'intégralité.

Haiti en marche - Publié le 28 mai 2019

Déclaration de la Délégation de l'Union européenne en Haïti face aux défis actuels

La Délégation de l'Union européenne en Haïti exprime ses inquiétudes face à la situation générale du pays qui, confronté à des défis majeurs et urgents, reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement.

Sur le plan économique, la gourde continue à dévaluer, la pauvreté s'aggrave et l'investissement est à l'arrêt. Sur le plan politique, de fortes tensions ont provoqué de graves troubles sociaux ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme ; de plus, ces tensions font peser des incertitudes sur la tenue des élections législatives prévues pour octobre prochain.

Dans ce contexte, la Délégation de l'Union européenne rappelle à tous les acteurs l'urgence de la tenue d'un dialogue inter-haïtien franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur. Intégrant les secteurs politique et économique ainsi que la société civile, ce dialogue doit permettre d'aboutir dans les meilleurs délais à un consensus sur les réformes à mener pour renforcer les

institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement dans le but de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population.

La mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'Etat haïtien et de poursuivre les actions en matière de reddition des comptes, en facilitant l'aboutissement des procédures légales en cours. Il est également urgent d'assurer une investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline, et d'assurer la protection des citoyens et des défenseurs des droits de l'homme. Le gouvernement pourra dans ce contexte compter sur l'appui offert par l'UE ainsi que par d'autres acteurs de la communauté internationale.

Le processus de dialogue devrait également créer les conditions propices à la réalisation des élections parlementaires, conformément au calendrier prévu par la Constitution, évitant ainsi un vide institutionnel, tout en permettant aux citoyens

(UE / p.5)

Déclaration de la Délégation de l'Union européenne...

(UE... suite de la Page 4)

de se promettre sur l'avenir du pays de façon démocratique.

La tenue d'un processus électoral équitable, ouvert et transparent repose notamment sur l'adoption du projet de loi électorale préparé par le Conseil électoral provisoire,

l'attribution d'un nouveau mandat à ce Conseil, l'adoption des budgets nécessaires pour l'organisation des élections, la mise à jour des listes électorales et la délivrance de nouvelles cartes d'identité.

La Communauté internationale multiplie les appels à la raison

PORT-AU-PRINCE, 29 Mai – Deux avertissements coup sur coup de la communauté internationale que notre pays ne peut continuer comme il va.

C'est la semaine précédente une mission onusienne composée de représentants de 11 pays et conduite par le diplomate canadien Max Blanchard qui, après une visite spéciale de deux jours, au nom du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Écosoc (conseil économique et social), constate que Haïti se trouve dans une crise aiguë et qu'en même temps que les problèmes politiques, sino à cause de ceux-ci, le pays a fait un plongeon vertigineux et qu'il faut, toutes affaires cessantes, une assistance humanitaire pour au moins 2 millions et demi de personnes.

Tout aussi préoccupante pour la mission spéciale onusienne la question des gangs armés ainsi que le sort des quartiers sur lesquels régnent ces derniers.

D'après Max Blanchard, la prochaine "mission politique spéciale" qui s'effectuera en octobre prochain à la Mission (mission de l'ONU pour l'appui à la justice en Haïti) devra aussi se collecter avec "les défis posés par les questions liées aux gangs éparpillés un peu partout dans le pays. Il faut toucher au symptôme mais aussi à la racine de certains de ces problèmes."

Tous problèmes qui ne semblent cependant pas effleurer l'esprit de la plupart des acteurs politiques haïtiens qui se battent comme des chiffeaux qui ne semblent pas voir le bout de leur nez.

Et justement afin que nul n'en ignore, voici la Déclaration de l'Union européenne qui moins d'une semaine plus tard, tente elle aussi de nous remettre sur les rails.

Allant droit au but, la longue déclaration de l'UE souligne que "le pays reste depuis près de deux mois dans l'attente de la ratification d'un nouveau gouvernement."

Relevant les conséquences immédiates de ce ralentissement, c'est la garantie qui fond comme beurre au soleil, la pauvreté qui s'aggrave et l'investissement à l'arrêt... ainsi qu'une profonde détérioration de la sécurité et de la situation des droits humains.

Et pour finir, incertitudes sur la tenue des législatives prévues en octobre prochain... ce pour "prévenir le vide institutionnel".

Et toutes choses peut-être que les politiques haïtiens non seulement ne pensent pas à arrêter mais peut-être au contraire qu'ils souhaitent provoquer, tant leur comportement

est déviant.

La seule porte de sortie, selon la Délégation de l'UE, c'est "un dialogue inter-haïtiens franc et inclusif, sans préconditions, en vue de parvenir à un projet national fédérateur."

Où, un projet national fédérateur, c'est-à-dire qui unisse tous autour de lui. C'est-à-dire exactement ce que refusent les acteurs politiques haïtiens, ceux de tout bord, car en bon orléanais: "si bantè mayi a twò pit", traduite: "y en a pas

nom de la population ?) soit aussi dans la mise en place de ce gouvernement "inclusif, fédérateur" (comme disait l'autre, largement largé) l'abandonnement dans les meilleurs délais des actions en matière de reddition de comptes, par l'avancement des procédures légales en cours (justement la Cour des comptes vient de livrer son rapport plus définitif sur l'affaire Petrocaribe !), ainsi que l'investigation exhaustive des violations des droits humains, y compris sur les événements de La Saline et d'assurer la protection des droits humains et des défenseurs des droits de l'homme (sic).

Et d'ajouter: "Le gouvernement pourra dans ce contexte compter sur l'appui offert par l'Union européenne ainsi que par d'autres acteurs de la communauté internationale."

Voici une Déclaration on ne peut plus complète et sans aucun parti pris déclaré. Tout le monde est renvoyé à revoir sa copie.

L'opposition bien sûr appelée à s'associer à la table du dialogue "inter-haïtiens", c'est-à-dire rappelé aux acteurs haïtiens à apprendre à traiter leurs différends entre eux, et non comme au temps de... la "diplomatie des casemates".

Mais rappel aussi au pouvoir en place qu'il ne peut pas être le principal responsable de la crise (ou de son aggravation) et en même temps vouloir se conduire en ayant droit. Par

exemple dans la formation de nouveau gouvernement pour imposer des ministres dont le but est d'assurer la réussite des mêmes aux prochaines législatives ("j'y suis j'y reste"), donc avec la prochaine crise déjà au programme.

Mais à la vérité c'est à nous tous Haïtiens que s'adressent ces deux appels de la communauté internationale: la semaine précédente celle de l'ONU/ÉCOSOC et celle-ci de la Délégation de l'Union européenne en Haïti.

Les Haïtiens sont-ils capables d'entendre la voix de la raison pour corriger leurs propres erreurs ou devons-nous attendre chaque 5 ans, après chaque mandat présidentiel, un nouveau débâclement des Maritimes ?

Or qui pis est, les responsables de ces crises ce sont toujours les mêmes. Puis qui le lendemain, se battent entre eux.

A quoi servent donc les élections ? Mais n'allons pas plus loin puisque le temps devrait être au dialogue inter-haïtiens (Entre-Nous), alors à chacun de faire cet effort, d'y aller du sien.

Nous aussi de la presse !

Médecine 103.3 FM, Port-au-Prince



Le CORE GROUP est une assemblée des principaux représentants diplomatiques dans notre pays

assez pour tout le monde.

Donc c'est le "chen mange chen" ou "ôte toi que je m'y mette".

C'est-à-dire la barbarie comme on a vu récemment lors de maintes tentatives de ratification du nouveau gouvernement au Sénat de la république.

La Déclaration de l'UE poursuit: "La mise en place d'un nouveau gouvernement doit offrir une opportunité d'accélérer la réalisation des réformes conformément aux engagements pris par l'État haïtien" (donc ce n'est pas un blanc seing non plus pour le pouvoir en place): réformes à mener pour renforcer les institutions, améliorer la gestion des finances publiques et stimuler l'investissement en vue de mieux répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Besoins que certains pensent qu'on puisse les remplir avec les caisses vides ? Y compris ceux qui viennent de les vider les caisses mais qui font aussi semblant, de l'audace, encore de l'audace !

La déclaration de l'Union européenne (mais n'oubliez pas ce que déclament aussi ceux qui disent parler au

Le Nouvelliste – Publié le 21 mai 2019

« Il n'y aura pas de développement durable sans bonne gouvernance et sécurité », selon Vincent Degert

Il n'y est pas allé par quatre chemins. L'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti croit qu'il n'y aura pas de développement durable en Haïti sans la gouvernance et la sécurité. Vincent Degert, qui intervenait à la journée de réflexion organisée, le vendredi 17 mai 2018, par l'Université Quisqueya (UniQ), en appelle particulièrement à la responsabilité de l'État et de la société civile.

La bonne gouvernance et la sécurité sont deux notions qui restent des préoccupations pour les citoyens ou la société civile (exemple du cas du mouvement des petrochallengers), constate Vincent Degert, qui participe à l'ouverture de la journée de réflexion tenue par l'UniQ, où plusieurs experts, professeurs d'université, anciens fonctionnaires d'État ont été conviés à partager leur savoir. L'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti a rappelé les fondamentaux de la « bonne gouvernance », concept retravaillé à travers les temps par des institutions internationales.

Justement, comme pour reprendre la définition attribuée par la Banque mondiale, le diplomate a tenu à rappeler que la gouvernance désigne « la manière dont le pouvoir est exercée pour gérer les ressources nationales, économiques et sociales consacrées au développement ». Elle suppose, entre autres,

poursuit-il, une action gouvernementale qui soit à la fois prévisible et transparente, à l'aide d'une démocratie imprégnée de sens éthique, d'un cadre donnant la primauté au droit, d'un exécutif comptable de ses actions, et qui associe la société civile aux affaires publiques ».

Conscient de l'état de la situation, Vincent Degert est revenu sur le rôle de l'État constituant le principal garant de la sécurité de ses citoyens à tous les niveaux. Une sécurité, soutient-il, qui doit être pensée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle n'est pas seulement physique, elle doit être économique, sociale et politique. « Ce qui détermine, pour lui, la capacité de la population à satisfaire ses besoins de manière adéquate, celle des acteurs économiques à prendre des initiatives productives dans un environnement fondé en premier lieu sur la confiance dans l'État, et d'un système politico-institutionnel capable de freiner l'instabilité politique et de résister aux perversions qui pourraient en altérer le fonctionnement ».

« Mais il n'y aura pas de sécurité pour les citoyens sans la bonne gouvernance... »

Vincent Degert croit que les « politiques publiques orientées vers une bonne gouvernance » amènent au renforcement de la sécurité globale des citoyens, et ce sur les plans politique, économique et social.

Mais pour revenir au concept de la gouvernance caractérisée, entre autres, par une nécessité de la gestion avisée et rationnelle de l'État qui a pour devoir de satisfaire les besoins essentiels du peuple, l'ambassadeur, se voulant méthodique, a considéré différents aspects l'englobant.

En effet, au niveau politique, Vincent Degert souligne que toute bonne gouvernance politique se base sur des principes essentiels, que sont en premier lieu « le respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs ». Or, en Haïti, observe l'ambassadeur, ce principe est mis de côté, en tenant compte, par exemple, de profondes immixtions entre l'exécutif et le législatif. Cela compromet, pour lui, la capacité du législatif à exercer un contrôle véritable de l'action gouvernementale.

Toujours sur le plan politique, le diplomate pose le problème de « la décentralisation dans le pays ». « Faute de volonté, la non-mise en œuvre de la décentralisation conduit à exclure 60% de la population du pays concentrée dans les régions, avec des politiques publiques imposées du centre qui, avance Vincent Degert, se révèlent la plupart du temps inadaptées aux réalités locales et conduisent droit à l'échec, alors que ces populations oubliées continuent de s'appauvrir ».

Outre cet aspect, le diplomate européen aborde, devant l'assistance, la question de la « faible structuration des partis politiques » dans le pays. Même s'il est conscient de leur rôle fondamental dans la gouvernance, comme acteurs qui assurent l'interface entre la population et le gouvernement, Vincent Degert déclare que leur faiblesse engendre une « désarticulation observable de la dynamique politique qui devient, précise-t-il, davantage l'affaire d'individus mus par des intérêts particuliers que de structures organisées, porteuses d'une vision sérieuse ou d'un véritable projet de société ».

Par ailleurs, Vincent Degert n'a pas manqué de souligner la question de la « prolifération des gangs et surtout leur collusion avérée avec les structures de l'État ». Le responsable croit que cet état de fait conduit à une « perversion totale du système » où l'État semble de plus en plus abdiquer sa fonction régaliennne, étant le garant de la vie de ses citoyens.

S'agissant d'aborder la dimension économique de la bonne gouvernance, l'ambassadeur Vincent Degert évoque les notions de « transparence des prises de décision, qualité des processus budgétaires et des investissements publics, efficacité et équité dans la mobilisation des ressources, efficacité et équité des dépenses publiques, respect de la propriété fondée sur la suprématie du droit, responsabilité et transparence de la fonction publique, visibilité des réformes structurelles » qu'il considère comme des facteurs capables d'envoyer un signal positif et de restaurer la confiance dans le système économique et dans l'État. Le diplomate a rappelé que la confiance, touchant à la fiabilité du cadre juridique et légal, la stabilité politique et un cadre macroéconomique, avec des politiques budgétaires et financières contrôlées capables de générer de la croissance, constitue l'essence de (la sécurité de) l'économie.

En ce qui concerne le social, le numéro un de l'Union européenne en Haïti explique que la gouvernance tend « vers la sécurité sociale de la population, garantie par un accès sans contrainte à des services de qualité en matière d'éducation, de santé ou encore de logement ». Elle doit s'articuler, d'après lui, avec une « politique sociale redistributive » allant dans le sens de l'inclusion de tous.

Le rôle de la société civile est fondamental...

Comme pour tout pays démocratique, la société civile joue un rôle crucial dans le fonctionnement de la société. Les organisations sociales doivent continuer à faire « entendre leur voix, à exiger des gouvernants qui rendent compte, à exiger de l'État la fourniture de services publics de qualité de manière digne à la population, à dénoncer les collusions que le diplomate Vincent Degert qualifie d'inacceptables. L'ambassadeur estime que les « universités, les médias, les organismes de droits humains, etc., doivent poursuivre cette action de veille, questionner quand c'est nécessaire, exiger sans cesse des comptes », car l'un des éléments pouvant aider à renverser la donne reste ce qu'il appelle « la conscience citoyenne », laquelle passe par l'éducation, la culture du civisme pour inculquer à la société et particulièrement aux jeunes générations les valeurs de l'honnêteté et de respect des règles ». Pour le diplomate européen, la bonne gouvernance implique le respect des règles, mais aussi l'application des sanctions. Cela étant, il revient à l'appareil judiciaire de jouer son rôle en toute honnêteté, indépendance et sans parti pris.

<https://lenouvelliste.com/article/202068/il-ny-aura-pas-de-developpement-durable-sans-bonne-gouvernance-et-securite-selon-vincent-degert>

Le Nouvelliste – Publié le 17 mai 2019

La gouvernance et la sécurité au cœur d'une journée de réflexion à l'Université Quisqueya

La problématique de la gouvernance et de la sécurité en Haïti a été au cœur d'une série d'échanges, le vendredi 17 mai 2019, à l'Université Quisqueya dans le cadre d'une journée de réflexion. « Sécurité nationale, sécurité sociale, sécurité humaine et sécurité citoyenne » ont constitué les quatre piliers sur lesquels des spécialistes en sécurité, défense, santé publique, en droit, criminologie, sociologie, économie, des chercheurs d'université ont partagé leurs réflexions, mais surtout formulé un ensemble de propositions, afin de mieux gérer la situation qui semble échapper au contrôle des dirigeants

« Qui sont ces nouveaux faiseurs de loi qui semblent avoir mis en déroute les institutions régaliennes de l'État, en opérant au grand jour et à visage découvert, pour dérober, piller, violer, massacrer en toute impunité ? Sont-ils, comme se demande la JILAP, des bandits ? Des militants politiques ? Des auxiliaires de la PNH ? Des agents opérationnels du Parlement ou de l'opposition ? Des bienfaiteurs sociaux, s'interroge d'entrée de jeu Jacky Lumarque, recteur de l'Université Quisqueya, à l'ouverture de cette grande journée de réflexion. Se sentant interpellé par la question de la sécurité, le professeur, qui observe le comportement des pouvoirs publics et surtout qui note la confusion entretenue dans les discours publics, estime « qu'il y a lieu d'appréhender la question dans sa complexité, en mettant en relief, souligne-t-il, ses différentes facettes, son caractère multidimensionnel ».

« Violence urbaine, née de la prolifération des gangs armés, trafic illicite de drogue et d'armes à feu, crimes cybernétiques, traite des personnes, notamment des mineurs, actes de sabotage contre les institutions ou les infrastructures publiques, contrebande de marchandises avariées, accidents de circulation, vente de médicaments contrefaits et catastrophes naturelles » ont constitué les variables placées au cœur de cette journée de réflexions à laquelle l'ambassadeur de l'Union européenne, Vincent Deger, a été convié à prendre la parole tout au début.

Dans son intervention, le diplomate Vincent Degert, intéressé par le concept de gouvernance, a souligné qu'il y'aura pas de développement durable sans bonne gouvernance et sécurité. L'ambassadeur a rappelé que l'État est le principal garant de la sécurité de ses citoyens à tous les niveaux. Dans son intervention, le diplomate estime que la gouvernance doit être articulée aux niveaux « politique, social et économique ». Il rappelle que la bonne gouvernance passe par la transparence dans les actions gouvernementales, les bonnes mesures, les sanctions, la reddition de comptes entre autres. Il a souligné le rôle des partis politiques, de la société civile (implication citoyenne), de la justice (devant fonctionner en toute indépendance), mais aussi de l'université.

« L'ancien DG de la Police nationale d'Haïti Mario Andrésol, les anciens colonels Himmler Rébu et Antoine Antouriste, le professeur Mathias Lauréus, la directrice du Forum économique du secteur privé, Martine Deverson, le Dr Raulin Cadet, le colonel retraité Ramus Sainvil, le père Roldano Auguste, le professeur James Boyard, le président de l'Association des pharmaciens, Pierre Hughes Saint-Jean, la juriste Marie Rosy Auguste, l'ingénieur géologue Claude Prépetit, le Dr Max Milien, le Dr Berg. P. Hyacinthe (université Paris VIII) et le Dr Garnel Michel » ont été, pour l'essentiel, les principaux invités à cette journée de réflexion tenue au sein de l'Université Quisqueya.

<https://lenouvelliste.com/article/201914/la-gouvernance-et-la-securite-au-coeur-dune-journee-de-reflexion-a-luniversite-quisqueya>

Haiti libre – Publié le 15 mai 2019

Pas d'appui budgétaire de l'Europe :

Il n'y aura pas d'appui budgétaire de l'Union Européenne pour le moment en Haïti, en l'absence d'un cadre macroéconomique transparent, a déclaré l'Ambassadeur de IUE en Haïti, Vincent Degert.

<https://www.haitilibre.com/article-27737-haiti-actualite-zapping.html>

Le Nouvelliste – Publié le 15 mai 2019

L'Union européenne et des ONG renforcent la résilience à Jérémie

L'Union européenne (UE) et ses partenaires Care Haïti, Catholic relief service (CRS) ainsi que ACTED ont démarré lundi le projet intitulé «Pro résilience Sud» à Jérémie. Ce projet vise à aider la population du département de la Grand'Anse à mieux se protéger et à rebondir face à une catastrophe naturelle et aux changements climatiques. Dans le cadre de cette initiative, les organisateurs espèrent poser des actions concrètes afin de d'éradiquer l'insécurité alimentaire qui affecte la population de cette région.

Le département de la Grand'Anse n'arrive pas à se redresser totalement des suites de l'ouragan Matthew qui a causé des pertes en vie humaine et ravagé des plantations et des infrastructures routières en octobre 2016. Selon l'Union européenne, ce département n'est pas à l'abri de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui affecte les conditions de vie d'environ 1,4 million d'habitants du pays. Pour aider la population de la Grand'Anse à remonter la pente, l'Union européenne, de concert avec Care Haïti, Catholic Relief Service et ACTED, a lancé, en présence des élus locaux, le projet «Pro résilience Sud». Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une vision visant à renforcer les capacités de réponse de cette population face aux aléas climatiques. Sur une période de trois ans, ces organisations

devront implémenter ce projet aux Irois, Pestel, Corail, Roseaux, Beaumont, Anse d'Hainault et Jérémie.

Disposant d'une enveloppe évaluée à 11 millions d'euros, ces organisations promettent de réparer les routes agricoles, de fournir aux agriculteurs et pêcheurs des outils adéquats pour travailler avec efficacité. Parallèlement, les acteurs entendent favoriser la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement pour réduire les effets néfastes des catastrophes naturelles dans cette région. L'accroissement de la production des filières agricoles et l'augmentation des revenus des populations en milieu rural sont entre autres les objectifs visés par lesdites institutions en vue de garantir la sécurité alimentaire.

Si ces organisations ambitionnent d'améliorer le mode de nutrition de la population jérémienne, ils envisagent également de mettre en place des systèmes d'alerte en cas de crise alimentaire. Ce projet de résilience qui constitue une lutte contre l'insécurité alimentaire met en relief la nécessité pour cette population d'avoir accès aux centres de santé pour répondre au fléau de la malnutrition qui frappe en Haïti deux enfants sur cinq.

Dans son allocution, l'ambassadeur de l'Union européenne, Vincent Degert, a fait remarquer que ce projet rentre dans le cadre de la continuité des interventions post-Matthew. Selon lui, ce projet dépasse la logique de l'aide d'urgence. Ainsi, l'UE priorise des actions plus durables et pérennes au profit des communautés. Ces actions coordonnées en partenariat avec les municipalités tendent à rendre résiliente la population de ce département.

Sans langue de bois, l'ambassadeur en a profité pour rappeler aux autorités concernées l'obligation d'adopter une politique nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il juge nécessaire que les ministères concernés s'accordent et créent une entité pour appliquer ladite politique.

<https://lenouvelliste.com/article/201790/lunion-europeenne-et-des-ong-renforcent-la-resilience-a-jeremie>

Le Nouvelliste – Publié le 14 mai 2019

Semaine de l'Europe : visite de l'ambassadeur de l'Union européenne à Jérémie

Jérémie a reçu la visite, le samedi 11 mai 2019, de l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) Monsieur Vincent Degert, dans le cadre de la Semaine de l'Europe. Accompagné des autorités municipales et des représentants des États membres de l'UE, l'ambassadeur a fait le point sur les différents projets financés par la communauté européenne en appui à la mairie de Jérémie, sous la supervision de GOAL et de CARE.

« Rendre résiliente la ville de Jérémie », c'est l'objectif de l'UE, a indiqué l'ambassadeur Vincent Degert. Pour y parvenir, il faut bien des partenaires, dont deux d'entre eux, GOAL et CARE, qu'il a présentés à la presse. Pour Monsieur Degert, beaucoup de travaux et de progrès ont été accomplis avec l'aide de ces partenaires, qui travaillent de concert avec la mairie présentement sur un plan d'urbanisation pour la commune de Jérémie.

Par ailleurs, très heureux de sa première visite depuis Matthew dans la Grand'Anse, l'ambassadeur a lui-même exprimé sa satisfaction de voir la nature reprendre ses droits dans le département. Il a insisté pour que le travail ne s'arrête pas là tout en félicitant le dynamisme et l'effort collectif pour la remise sur pied du département.

L'ambassadeur dit espérer que tous ces efforts vont aider la ville en prenant le soin d'insister sur l'aspect touristique et le magnifique paysage de cette ville côtière. Il a ensuite terminé son discours sur ces mots lancés au maire de la ville: « Soyez assuré de la solidarité de l'UE. »

Des projets en cours grâce aux financements de l'Union européenne

À l'occasion de cette Semaine de l'Europe et la visite de l'ambassadeur, le maire de Jérémie a présenté à l'ambassadeur et aux représentants des États membres de l'UE présents les différents projets financés par l'UE qu'il compte bien réaliser avec l'appui technique du MTPTC. Selon Claude Harry Milord, des percées sont en cours à la grand-rue de Jérémie en vue de faciliter la circulation, le site de décharge de la ville est aussi pris en charge par un projet du PNUD relatif à la gestion des déchets solides.

Il a aussi fait part de ses préoccupations concernant l'entrée de la ville donnant sur le littoral. De l'avis du maire, il compte bien la transformer de façon qu'elle n'ait rien à envier avec « Lakou New York » de Jacmel. Il a aussi mis l'accent sur l'absence d'espaces de récréation et de loisirs pour les enfants. Toutefois, des travaux sont en cours dans plusieurs quartiers populaires de la ville : Mackandal, Platon, Sainte-Hélène et La Pointe pour ne citer que ceux-là, en vue de la construction d'espace pour les jeunes, des rues aussi sont recouvertes d'asphalte grâce aux travaux effectués par le MTPTC.

Le maire a aussi rappelé que, très bientôt, le marché public de Jérémie sera réaménagé grâce aux fonds de l'UE. Il a ensuite terminé sa présentation en remerciant l'ambassadeur Vincent Degert au nom du président de la République et de la commune de Jérémie.

Le projet UrbAyiti

Ce projet vise la résilience des populations urbaines de Jérémie. Avec l'appui de GOAL, la mairie de Jérémie et le financement de l'UE, six projets vont être exécutés dans les quartiers les plus vulnérables de la ville : construction de 65 m de canal, construction de deux ponts et aménagements de tronçons de route éclairage des quartiers populaires, construction des espaces de loisirs pour les jeunes et pour les pêcheurs en vue de débarquement de leurs produits.

Il est à noter que, dans le cadre de cette visite de l'ambassadeur de l'UE, trois protocoles d'accord ont été signés, dont l'un avec le maire de Jérémie, pour la remise des matériaux permettant des interventions rapides dans les zones à risque, le deuxième avec les réseaux des organisations communautaire de base, et l'autre avec une firme locale pour la construction des espaces de loisirs et les travaux d'aménagement prévus dans les quartiers. Des travaux qui commencent dès le lundi 13 mai 2019.

La visite de l'ambassadeur l'a conduit en certains sites de la ville, dont le local de l'Association des maires de la Grand'Anse (AMAGA), pour s'achever à l'Alliance française sur un concert de l'artiste Coralie Hérard.

<https://lenouvelliste.com/article/201747/semaine-de-leurope-visite-de-lambassadeur-de-lunion-europeenne-a-jeremie>

Le Nouvelliste – Publié le 10 mai 2019

Le projet SECAL clôturé, les responsables se disent plutôt satisfaits

Le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) et l'Agence française de développement ont procédé mercredi à la cérémonie de clôture du projet Sécurité alimentaire (SECAL) dans le département du Sud. Les autorités se sont décernées un certain satisfecit pour les réalisations de ce projet au cours des six dernières années, surtout dans la plaine des Cayes. Grâce à ce mécanisme, font-ils savoir, le ministère a appuyé la production agricole, la production végétale ; construit et réhabilité des infrastructures agricoles, ce qui a contribué à améliorer les conditions de vie des producteurs agricoles de cette partie du pays.

Ils étaient plusieurs dizaines d'agriculteurs, de représentants d'associations d'irrigants, de cadres du projet Sécurité alimentaire, de représentants des bailleurs de fonds et du ministère de l'Agriculture à avoir participé à la cérémonie de clôture dudit projet. Tenue à la Direction départementale agricole du

Sud, aux Cayes, cette cérémonie était l'occasion pour les responsables de présenter un bilan des activités réalisées durant les six dernières années dans la plaine des Cayes. Il a été aussi question d'honorer certaines personnalités qui se sont distinguées d'une façon ou d'une autre au cours du déroulement du projet.

Cofinancé par l'Union européenne et l'Agence française de développement à hauteur de 20.96 millions d'euros, le projet SECAL a permis, selon le directeur départemental agricole du Sud, Marcelin Aubourg, de renforcer la production agricole et, par ricochet, d'atténuer l'insécurité alimentaire, notamment dans le département du Sud.

Ce projet, poursuit le représentant du ministère de l'Agriculture dans le département du Sud, a réalisé d'importantes activités dans cette zone. Il parle de construction d'ouvrages agricoles, de la mise à la disposition des agriculteurs des semences de qualité et d'autres intrants indispensables à la production agricole par le biais des coupons d'achat, la reconstitution du cheptel caprin de six communes après le passage de l'ouragan Matthew, l'appui à la transformation et à la commercialisation des denrées produites dans la zone.

Ainsi, avec le support technique des partenaires financiers, le projet a contribué à la réalisation de nombreux travaux d'envergure. Parmi lesquels figure la rénovation du périmètre d'Avezac, structure d'irrigation qui conduit les eaux de la ravine du Sud jusqu'à la plaine des Cayes. Sa réhabilitation, expliquent les responsables, s'inscrit dans le cadre du plan de refondation économique du pays conçu par le gouvernement haïtien en 2012, qui fait du secteur agricole le principal pilier économique du pays.

Les travaux mis en œuvre ont permis d'appuyer dix campagnes agricoles au niveau de la plaine des Cayes. Par le biais de ce mécanisme, plus de 2000 agriculteurs ont bénéficié du support économique de l'État haïtien lors des deux plus grandes campagnes agricoles du pays. Aussi, 26 721 coupons ont-ils été distribués pour l'achat de services de labourage, de semences et de fertilisants. Marcelin Aubourg parle également de la distribution de 3 800 caprins dans les zones les plus affectées par l'ouragan Matthew. Afin d'améliorer les conditions de stockage et de minimiser les pertes post-récolte, deux silos de 26 tonnes métriques chacun ont été construits afin de stocker les produits agricoles dans les localités de Ducis et de Tuffet.

Le directeur départemental agricole assure que les objectifs ont été atteints. C'est évident, précise-t-il, que les conditions de vie des agriculteurs se sont améliorées. L'eau est plus disponible, les semences de meilleure qualité. « Avant sa réhabilitation, le système permettait d'irriguer 1 500 hectares de terre mais pour le moment ce chiffre est triplé », argumente-t-il. Un facteur qui aura à coup sûr des incidences positives sur la production agricole et qui permettra d'améliorer les conditions de vie de la population. Plusieurs bénéficiaires ont abondé en ce sens. C'est le cas de Vilaire Dorestant, un cultivateur de Torbeck et d'Anne-Marie Loreta Petit-Frère, une productrice de 82 ans de camp-Perrin qui n'ont pas manqué de féliciter les responsables du projet. Grâce à SECAL, témoignent-ils, les techniques culturales se sont améliorées. Les producteurs sont assistés par des agronomes, ce qui a contribué à augmenter le rendement des parcelles. « De 1.2 tonne métrique, le rendement du maïs a passé en moyenne à plus de 2,5TM par hectare. Le projet a permis également l'augmentation d'environ 40% du rendement du haricot passant en moyenne de 0,6 tonne métrique à une tonne métrique par hectare. »

Fort de ces accomplissements, le directeur de l'Unité d'étude et de programmation Nolex Fontil croit que ce projet est très important dans le processus de relance de l'agriculture dans le département du Sud. La plaine des Cayes, explique-t-il, est la deuxième plus grande zone de production agricole du pays après la vallée de l'Artibonite. En mettant l'emphase sur la construction et la réhabilitation des systèmes d'irrigation, poursuit M. Fontil, le pays est en train de prendre les mesures nécessaires pour que l'agriculture continue de jouer un rôle moteur dans l'économie haïtienne. Mais, soutient-il, construire les infrastructures n'est pas suffisant. Les associations de producteurs ont leur rôle à jouer afin d'entretenir et de gérer ces infrastructures. C'est pourquoi il invite les usagers à s'acquitter régulièrement de leurs redevances afin d'assurer la pérennisation du système.





Le Nouvelliste – Publié le 10 mai 2019

30 ans de partenariat entre l'Union Européenne et Haïti

Cette année encore, la Fête de l'Europe est célébrée par une série d'activités en Haïti. Parmi ces dernières un cocktail s'est tenu à l'hôtel Montana dans l'après-midi du 9 mai 2019. Entre discours officiels, buffet et boissons à volonté, Sarah Jane Rameau et le groupe Follow Jah ont apporté une saine ambiance musicale à cette célébration.

À l'initiative de L'Union européenne, la salle Franck de l'hôtel Montana a été parée afin de recevoir le cocktail traditionnel de la fête de l'Europe. Évidemment l'ambiance et les échanges étaient au rendez-vous. Ce cocktail avait la particularité de célébrer l'Europe mais également les 30 années de collaboration du Vieux Continent avec Haïti. Ce fut également la dernière fois que Vincent Degert, actuel représentant de l'Union Européenne en Haïti. Ce dernier quitte ses fonctions en août prochain.

Dans un long discours, le ministre haïtien des Affaires étrangères, Bochitt Edmond, a, au nom du président présent dans la salle, exprimé ses meilleurs vœux et ses meilleurs sentiments à l'endroit de la

représentation de l'Union Européenne en Haïti et de tous les Européens au pays. « Cette célébration de la fête de l'Union Européenne ne doit laisser personne indifférent [...] Les peuples européens et leurs dirigeants respectifs ont réussi le pari de mettre en place une organisation phare qui, malgré les critiques essuyées, les soubresauts et les imperfections, a imprimé et continuera à imprimer sa marque dans la configuration et dans l'évolution des rapports de force dans les relations internationales », a-t-il indiqué.

Avant lui, Vincent Degert avait lui aussi tenu un discours dans lequel il a encouragé « un véritable dialogue national qui puisse redonner souffle à un véritable projet national sur un contrat social renouvelé », a-t-il soutenu, précisant que l'Union Européenne partage les inquiétudes actuelles autour de l'insécurité qui impacte plusieurs domaines : l'économie, le tourisme, l'agriculture au pays. Degert a continué en ajoutant que « l'Union Européenne reste formellement ancrée aux côtés d'Haïti pour soutenir une action résolue en matière de finances publiques qui avec le vote du budget doit permettre de restaurer ces dites finances ». Le diplomate n'a pas omis la réalisation des élections d'octobre prochain. De nombreux officiels haïtiens et des diplomates de différentes nationalités étaient présents à cette soirée. Citons en premier lieu, le président de la République et la première dame, Jovenel et Martine Moïse. Ensuite Gary Bodeau, président de la Chambre basse au Parlement haïtien. Le clou de la soirée demeure la performance de Vincent Degert qui s'est laissé charmer par la dextérité des musiciens du groupe Follow Jah et la sonorité rara qu'ils proposaient.

<https://lenouvelliste.com/ticket/article/201646/30-ans-de-partenariat-entre-lunion-europeenne-et-haiti>

Le Nouvelliste – Publié le 9 mai 2019

Mayra Andrade, chanteuse de l'âme cap-verdienne

Vedette de l'affiche de l'édition 2019 de la semaine de l'Europe, Mayra Andrade s'est produite les 8 et 9 mai 2019 pour la première fois en Haïti. Vu son contact avec le public, on peut avouer que son vœu de laisser aux Haïtiens un bon souvenir de son Cap-Vert qui habite son chant s'est concrétisé.

Avec son physique, Mayra Andrade aurait pu facilement marcher sur les pas de J-Lo ou autre reine hyper commerciale de la pop. Mais la belle qui admet être une rebelle, comme la désignait son père qui était en première loge dans le mouvement de libération de son pays en 1975, pensait à tout autre chose que sa plastique pouvait lui offrir. « Je n'ai jamais voulu ressembler à un autre artiste. Très jeune, je me suis engagée à dépeindre l'âme du Cap-Vert, pays qui n'est pas très connu dans le monde », témoigne-t-elle. Sa patrie, selon elle, sans les efforts de pionniers comme Césaria Evora, serait encore inconnue.

Sa musique est marquée également par son vécu fait de multiples voyages. La chanteuse est née à Cuba d'un couple de Cap-Verdiens. Elle fait l'école française, a vécu en Angola, dans la patrie de ses parents, mais aussi en Allemagne, en France et actuellement au Portugal.

Elle n'avait que 3 ou 4 ans quand, persuadée de son destin d'artiste, elle convainc ses parents de lui offrir une guitare. 5 albums à son actif dont le dernier intitulé « Manga » (Mangue) paru en 2019 s'affranchit de ses choix musicaux précédents. « C'est mon album le plus solaire depuis 2006. J'ai voulu comme quoi m'amuser », confie-t-elle. En effet, jusque-là, Mayra s'accoutumait dans quelque chose de très traditionnel tandis que dans le tout dernier elle offre de la musique très dansante. « Je la catégorise d'afro-contemporain. Je fais un métissage assez remarquable avec la musique de mon pays et l'afrobeat qui gagne du terrain dans l'ensemble du continent africain », ajoute la chanteuse.

Son ambition après plusieurs années d'activité, c'est de pouvoir continuer à se faire connaître davantage ; partir à la conquête d'autres publics et aussi habituer son public à des changements. « Je suis en train de les habituer à des changements que je m'autorise. Je veux qu'ils comprennent qu'en

tant qu'artiste, je peux évoluer. Chez moi il y a comme du protectionnisme en matière de musique », dit-elle.

D'Haïti, la dame qui n'est pas mariée et qui n'a pas d'enfants en sait tant de choses. « C'est de la meilleure référence pour les peuples qui chérissent la liberté. Je pensais toujours à y mettre les pieds. Je suis reconnaissante à la vie que **l'Union Européenne** et l'Institut Français rendent cela possible dans cette circonstance », confie Mayra. L'artiste sait aussi que c'est un pays avec son chapelet de difficultés.

La belle, qui n'a pas bouclé son concert le 8 à l'IFH à cause de la pluie, a conquis le public de Fokal le lendemain dès la première note. Elle nous a embarqués dans son répertoire marqué par son pays livré dans un créole de Cap-Vert métissé de portugais. Le texte "Manga", qui parle d'amour, a suscité la ferveur du public. Son cœur à cœur avec Erol Josué sur deux ou trois titres lui a valu de chaudes ovations. Après un moment aussi intense, on souhaite qu'il y ait d'autres fois pour Mayra en Haïti car nous l'aimons bien déjà !

<https://lenouvelliste.com/ticket/article/201549/mayra-andrade-chantre-de-lame-cap-verdienne>

Le Nouvelliste – Publié le 10 mai 2019

La Délégation de l'UE en Haïti commémore la création de l'union

A l'occasion de la célébration de la Semaine de l'Europe, la **Délégation de l'Union européenne** a organisé, le jeudi 9 mai, un cocktail pour commémorer la création de l'union. En présence du président de la République, Jovenel Moïse, et de nombreuses personnalités, **l'ambassadeur Vincent Degert** a rappelé l'idéal de paix et de prospérité que poursuit l'Europe et renouvelé son engagement envers Haïti.

70 ans après sa création, la méthode européenne a été éprouvée et peut être prise comme exemple. Depuis quatre ans, marquer la journée de l'Europe avec des célébrations qui rendent hommage à la construction européenne est en train de devenir une tradition dans le pays. Avant que ne débute la partie festive, **le chef de la délégation de l'Union européenne en Haïti, Vincent Degert**, a, dans son discours, rappelé le travail accompli par Robert Schuman en 1950 et les progrès accomplis.

« Le 9 mai incarne avant tout la célébration de la paix retrouvée sur le continent européen depuis plus de 70 ans; cette paix nous a permis de redonner la sécurité à nos citoyens, qu'il s'agisse de sécurité physique comme de sécurité alimentaire, de sécurité économique ou encore de sécurité sociale. Car il ne peut y avoir de développement durable sans paix et sans sécurité », a déclaré l'ambassadeur de **l'Union européenne** qui reconnaît que le modèle européen n'est pas exempt de toute imperfection.

Vincent Degert reconnaît les défis européens, mais aussi ceux d'Haïti. Il s'est également exprimé sur la situation politique d'Haïti. Il a évoqué la crise de juillet dernier et les trois gouvernements successifs, mais encore le dialogue national que le président Moïse et les acteurs de la vie politique s'efforcent de mener. **M. Degert** a aussi dit partager les inquiétudes du chef de l'État concernant la grave détérioration de la sécurité sur fond de collusion et d'impunité qui entrave le fonctionnement de plusieurs secteurs d'activité. Il a précisé au passage qu'il a appuyé ces efforts au regard des urgences auxquelles est confronté le pays.

Ce n'était pas l'heure des promesses, mais **Vincent Degert** a évoqué quelques questions comme le « bilan de trente années de partenariat » entre **l'Union européenne** et Haïti afin de « tirer tous les enseignements utiles ». Il a surtout joué la carte de l'assurance en annonçant une « période nouvelle de programmation sous l'empire d'un nouveau cadre de partenariat » ainsi que les « potentialités

formidables » du pays qui ne demandent qu'à être « pleinement exploitées à travers une vision et un effort collectifs ».

De son côté, le chancelier haïtien, Edmond Brocchit, a insisté sur la grandeur de la construction européenne comme l'une des plus grandes initiatives après les deux terribles guerres. Il a présenté l'UE comme le modèle d'intégration le plus réussi et accompli. « Nous ne saurions ne pas souligner à l'encre forte la contribution inestimable de l'Union européenne à la préservation, à l'échelle planétaire des valeurs humanitaires, des principes démocratique et la promotion de l'État de droit », a expliqué le ministre des Affaires étrangères Edmond Brocchit.

L'ambassadeur Vincent Degert, qui a annoncé son départ du pays, à la fin de sa mission, en août prochain, a fait une immersion dans un rara très envoûtant. La soirée a été clôturée dans une ambiance festive. Comme l'avaient promis les organisateurs, la « Semaine de l'Europe » réunit à la fois l'académique et le culturel.

<https://lenouvelliste.com/article/201650/la-delegation-de-lue-en-haiti-commemore-la-creation-de-lunion>

Le Nouvelliste – Publié le 9 mai 2019

30 ans de partenariat entre l'Union européenne et Haïti.

Quelques photos de la soirée du 9 mai, publiées par le Nouvelliste.

<https://lenouvelliste.com/ticket/photos/10156281357253170/30-ans-de-partenariat-entre-lunion-europeenne-et-haiti>

Le Nouvelliste – Publié le 9 mai 2019

A chanteuse Capverdienne Mayra Andrade est en Haïti

Cette semaine, on vous met dans les oreilles un créole qui vient de loin, un talentueux et exquis créole, un créole tout en chansons, celle de Mayra Andrade de passage en Haïti dans le cadre de la semaine de l'Europe.

La revue Trois / Cent / Soixante vient de sortir un 3ème numéro consacré au thème : Marchandise. L'occasion pour nous de rencontrer trois des principaux maîtres d'œuvre de cette magnifique revue à savoir Mehdi Etienne Charlemers, Maude Malengrez et Carine Schermann.

Le sculpteur haïtien Civilma Lobenson, au nom d'artiste L7, a réalisé un buste de Leonard de Vinci, exposé au centre d'art, dans le cadre des 500 ans de la mort du génial artiste italien. Koze kilti vous invite à visiter la cuisine de création de L7.

Gadon bonheur.

<http://www.rfi.fr/emission/20190512-mayra-andrade-chanteuse-haiti-civilma-lobenson-sculpteur-leonard-vinci>

Album Mayra Andrade, chanteuse de l'âme cap-verdienne

 Ticket Magazine a ajouté 14 photos.
hier à 02:52

Vedette de l'affiche de l'édition 2019 de la semaine de l'Europe, Mayra Andrade s'est produite les 8 et 9 mai 2019 pour la première fois en Haïti. Vu son contact avec le public, on peut avouer que son voeu de laisser aux Haïtiens un bon souvenir de son Cap-Vert qui habite son chant s'est concrétisé.
Crédits : Marckinson Pierre

28 1 commentaire 2 partages

J'aime Commenter Partager



264 J'aime

ticketmaghaiti Vedette de l'affiche de l'édition 2019 de la semaine de l'Europe, Mayra Andrade s'est



Présentée dans le cadre de la semaine de l'Europe qui vise à faire connaître le travail pour le développement qui est mené après trente (30) ans de coopération entre l'Union Européenne et Haïti, l'Institut régional a mis la question de la langue dans l'éducation au centre d'une table ronde à l'Institut Français en Haïti (IFH) ce lundi 6 mai 2019. Au cours de cette table ronde, différentes interventions ont tenté d'exposer le problème et d'identifier des éléments de solutions.

Pour commencer, le Doyen de la Faculté de Linguistique Appliquée de l'UEH, Renauld Govain, a abordé la situation sur le plan historique et terminé avec la conclusion surprenante d'un mémoire qu'il a lu à la faculté révélant que ceux qui ont débuté leur scolarisation en créole, une fois entrés à l'Université, ont une maîtrise de la langue française nettement supérieure à ceux qui ont été toujours scolarisés en français.

De son côté, la chercheuse Marjorie Telusma a observé que les conditions de nos salles de classe ne sont pas propices à l'apprentissage d'aucune langue, suite à des enquêtes menées dans trois (3) départements. En ce sens, elle croit que le Ministère de l'Éducation nationale a une obligation de : « didactique par contextualisation ».

Pour sa part, l'attaché de coopération à l'Ambassade de France, Thomas Poirier, a annoncé un référentiel de compétence en français et en créole élaboré pour venir en appui à la politique linguistique. Cet outil répond à un besoin d'évaluation et permet de se situer sur l'échelle de compétence dans les deux (2) langues.

Enfin, la chargée du programme éducation et formation professionnelle à la délégation de l'Union Européenne, Judith Johannes, a affirmé que vu sur l'angle de son contexte bilingue la situation d'Haïti est relativement simple comparée aux pays qui ont un contexte plurilingue. Elle a présenté plusieurs modèles d'approche en la matière expérimentés ailleurs et laisse entendre que seul l'état haïtien peut décider quel modèle à adopter.

À noter que les suivis de cette activité sont attendus pour améliorer et répondre aux défis de la question de langue dans l'éducation au pays.

<https://lemediateurhaiti.com/culture-education-table-ronde-sur-la-question-de-la-langue-dans-leducation/>

Fokal – Publié le 6 mai 2019

Concert de l'amitié UE-Haïti avec Mayra Andrade à FOKAL

Dans le cadre de la semaine de l'Europe, FOKAL accueille jeudi 9 mai la chanteuse capverdienne Mayra Andrade dans le cadre du concert de l'amitié UE-Haïti. La chanteuse sera accompagnée du claviériste Nicholas Vellas, du bassiste Swaeli Mbappé, du batteur Tiss Rodriguez et du guitariste Euclides Gomes.

NB. Les tickets d'entrée à ce concert, numérotés, seront distribués à la barrière de FOKAL à partir de 5 h pm.

La Semaine de l'Europe est organisée par l'Union européenne et l'Institut français en Haïti en partenariat avec La Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), L'Allemagne, La France, L'Espagne, Le Royaume Uni, La Suisse, Les Alliances françaises, Le lycée Alexandre Dumas (LAD), Le Bureau de l'Ordonnateur National du FED (BONFED), Wallonie-Bruxelles International. Cet événement vise à valoriser de façon pédagogique et festive le développement de la coopération entre l'Union européenne et Haïti.

Née à la Havane de parents capverdiens, **Mayra Andrade** a vécu son enfance au Cap-Vert, puis a multiplié des séjours au Sénégal, en Angola et en Allemagne à partir des années 1990. Elle a fait ses premiers pas sur scène lors d'une activité caritative organisée par le Centre Culturel Français de Praia. Elle n'avait que quinze ans, mais son aisance impressionne déjà le public qui assistait à ses spectacles. À 16 ans, elle gagne la médaille d'or des jeux de la Francophonie de 2001 organisés à Ottawa. En 2003, elle décide de s'installer à Paris où elle sort quatre albums : *Navega*, 2006 ; *Stória*, 2009 ; *Studio105*, 2010 ; *Lovely Difficult*, 2013. Depuis 2015, la chanteuse capverdienne vit à Lisbonne (Portugal). Elle y sort un cinquième album intitulé *Manga*, paru en février 2019.

Chanteuse et compositrice, Mayra, 34 ans, a de nombreuses collaborations à son actif. Parmi ces collaborations, on peut citer : sa participation sur *Insolitement vôtre* de Charles Aznavour en 2005. En 2006, elle collabore avec MC Malcriado sur *Mas amor*. Cette chanson l'a rendue très populaire dans la capitale française. En 2017, elle participe à *Love in Beats* de Omar.

Après un passage du côté jazz et bossa nova, Mayra infuse désormais sa chanson dans la pop. À Paris, elle rencontre Benjamin Biolay, Tété, Krystle Warren, Yaël Naïm, qui ont nourri ses chansons déclinées en quatre langues différentes : créole capverdien, anglais, portugais et français. Militante de la culture capverdienne, elle respire le vent des influences et propose une relecture moderne de la diversité musicale du Cap Vert, à la fois ancrée dans le terreau des traditions de l'archipel et ouverte aux influences reflétant son itinéraire d'oiseau migrateur.

<https://www.fokal.org/index.php/nouvel-fokal/31-nos-programmes/1294-concert-de-l-amitie-ue-haiti-avec-mayra-andrade-a-fokal>

RFM - Publié le 2 mai 2019

"L'Union Européenne et ses partenaires ont lancé la semaine de l'Europe ou plusieurs activités sont prévues à la capitale et dans certaines villes de province.

Les pays membre de l'UE célèbrent ainsi le 9 mai qui marque la journée de l'Europe dans le monde."

La Semaine de l'Europe 2019 est lancée !

Du 29 avril au 17 mai 2019, le festival Semaine de l'Europe sera organisé à Port-au-Prince et dans des villes de Province. Au total, 27 activités dont le Festival de film européen et des spectacles composent la programmation de cette édition qui coïncide avec le jubilé (tout au cours de 2019) des 30 ans de coopération entre l'Union européenne et Haïti.



« L'édition 2019 de la Semaine de l'Europe comporte une dimension particulière, puisque cette année nous célébrons les 30 ans de la coopération entre l'Union européenne et Haïti », déclare Vincent Degert, l'ambassadeur de cette institution en Haïti, le 30 avril, dans le cadre de la conférence de presse de lancement du festival. Le diplomate, accompagné des ambassadeurs d'Allemagne et d'Espagne Manfred Auster et Pedro José Sanz, du directeur de l'IFH Jean Mathiot et de Raphaël Brigandi, responsable de la Semaine de l'Europe, prévient que toutes les activités des festivités vont se déployer sous le signe de l'échange et de la rencontre.

Le festival est composé de plusieurs parties qui cumulent 27 activités. C'est-à-dire le Festival du film européen à la Fokal, le Festival de la coopération, les tables rondes et la visite de projet, les spectacles. Du 29 avril au 3 mai, une belle brochette de films européens seront à l'affiche dans l'imposant bâtiment de l'avenue Christophe. Il y a au menu « A Ciambra » de Jonas Carpignano, « Diamantino », de Gabriel Abrantes et Daniel Schmidt, "Stranger in paradise" de Guido Hendrikx et "Noces" de Stephan Streker. Les projections se feront tous les jours à compter de 10 h a.m.

Le Festival de la coopération, qui sera lancé au Cap-Haïtien le 4 mai, sera bouclé à la huitaine à Jérémie. Il sera marqué, comme le nom l'indique, de tables rondes sur les retombées et les bilans de la coopération de plus de 30 ans. La chanteuse Coralie Hérard se produira à Lakay Restaurant au Cap et à l'Alliance française de Jérémie. D'autres tables rondes qui conviendraient aux plus intellos se tiendront à l'IFH.

En ce qui concerne les festivités la figure de proue de cette année est bien Mayra Andrade pour les concerts de l'amitié. Elle est franco-capverdienne-portugaise avec des racines cubaines. Selon Jean Mathiot et l'ambassadeur Vincent Degert, c'est un profil idéal pour célébrer la diversité qui est l'une

des valeurs fondamentales de l'Europe. Elle se produira avec Erol Josué le 8 mai à l'IFH et le 9 (journée de L'Europe), à la Fokal.

Le 10 mai se tiendra à l'IFH une soirée baptisée « Haitian all stars ». A ce sujet les panélistes, tout en gardant le secret sur le nom des artistes qui seront à l'affiche, préviennent que ce sont les plus cotés qui seront là. Il n'est que d'attendre alors. Une soirée hip-hop battra son plein le 7 mai à l'IFH. Dénommée "Papap", elle est conçue par la danseuse Kettly Noël qui vit entre le Mali et la France. Et la boucle sera bouclée le 17 mai au Lycée Alexandre Dumas avec la finale du concours des plaidoiries sur les droits de l'homme.

Tout en vous promettant de vous faire part dans nos lignes des diverses étapes du festival, Ticket vous suggère de rester branchés sur les réseaux sociaux et sites internet de l'Institut Français, de la Fokal et de l'Union européenne pour de plus amples informations.

<https://lenouvelliste.com/article/201152/la-semaine-de-leurope-2019-est-lancee>

Infonet – Publié le 30 avril 2019

L'Union européenne et ses partenaires lancent la Semaine de l'Europe 2019

Port-au-Prince, le 30 avril 2019. Le 9 mai marque la fête de l'Europe en hommage à la déclaration prononcée le 9 mai 1950 par Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, qui posait les jalons de la construction européenne.

Pour célébrer cet anniversaire ainsi que les liens d'amitié et de coopération qui unissent l'Union européenne et Haïti, l'Union européenne et les Etats membres présents en Haïti (France, Allemagne, Espagne et Royaume Uni) - associés à la Suisse -, proposent au public une "Semaine de l'Europe" qui combine une série d'activités pédagogiques et festives.

L'ambassadeur de l'Union européenne, Vincent Degert, a déclaré: "Une nouvelle fois toutes les activités des festivités vont se déployer sous le signe de l'échange et de la rencontre. Cette édition comporte une dimension particulière puisque cette année nous célébrons les 30 ans de la coopération entre l'Union européenne et Haïti. " Et d'ajouter: " Aussi, l'UE et ses partenaires donnent une place prépondérante à la décentralisation des activités, avec des activités au Cap Haïtien et à Jérémie, afin que le public en province puisse aussi participer à ces célébrations".

Au total, ce sont quelques 27 activités, étalées sur deux semaines qui sont proposées au public. Elles comprennent un festival du film européen, un festival de la coopération UE-Haïti et la finale du concours de plaidoiries sur les droits de l'homme.

Le festival du film européen à la Fokal

Il en est à sa troisième édition. Le festival (29 avril – 3 mai) illustre la diversité et la vitalité du cinéma européen à travers une sélection de films qui touchent à différents thèmes comme la migration et l'accueil des réfugiés, l'identité, la protection de l'enfance qui sont autant de sujets primordiaux dans la coopération au développement. Les projections sont suivies de débats avec le public sur des thématiques liées au développement avec des intervenants de différentes organisations comme l'Organisation Internationale des Migrations, l'UNICEF, ONU-Femmes ou l'Union européenne.

Le Festival de la coopération

Il sera lancé officiellement l'Alliance Française du Cap Haïtien, le samedi 4 mai. Le festival se poursuit durant la semaine du 6 mai à Port-au-Prince à l'Institut Français d'Haïti et à la Fokal pour se clôturer le samedi 11 mai à l'Alliance Française de Jérémie.

Les tables rondes et la visite de projet

L'objectif du Festival de la coopération est aussi de mieux faire connaître le travail pour le développement du pays qui est mené par l'Union européenne, l'Etat haïtien et les partenaires internationaux et nationaux.

A cet effet, sept tables-rondes thématiques sont organisées. Outre les tables-rondes des ambassadeurs européens qui parleront de construction européenne et de coopération multi et bilatérale, seront abordées: la question de la langue dans l'éducation, la culture comme outil de développement, le rôle des pouvoirs locaux dans le développement urbain et les investissements des infrastructures dans le Nord. Une visite de projet urbain et un atelier seront aussi proposés à Jérémie autour du projet Urbayiti.

Les spectacles

Cette année nous aurons comme tête d'affiche, la grande chanteuse franco-capverdienne-portugaise, Mayra Andrade, pour les concerts de l'amitié UE-Haïti. Pour l'occasion, elle sera rejointe sur scène par l'artiste Erol Josué. Ils se produiront à deux occasions, le 8 mai à l'IFH et le 9 mai à la Fokal.

La jeune chanteuse très talentueuse, Coralie Hérard, va se produire au Cap Haïtien et à Jérémie. En outre, sera proposé un concert-surprise, le "Haitian All Stars", où plusieurs artistes haïtiens de la jeune génération et d'autres plus confirmés vont se réunir sur scène pour le plaisir du public à l'IFH le 10 mai.

Il y aura une pièce de théâtre-forum sur le thème de la participation des femmes à la vie politique ainsi qu'une soirée de danse contemporaine et hip hop concoctée par la grande chorégraphe Kettly Noël dans le cadre du PAPAP (en trois parties le mardi 7 mai).

La Semaine de l'Europe se clôturera par avec la sixième édition du Concours de plaidoiries sur les droits de l'homme, le 17 mai.

Partenariats

La Semaine de l'Europe est mise en œuvre par l'Union européenne, ses Etats membres et l'Institut Français en Haïti. L'opération est le fruit d'un vaste partenariat, elle bénéficie notamment du concours de la Suisse, de la Fokal, des Alliances Françaises, d'Air France, du Lycée Alexandre Dumas, de Wallonie-Bruxelles International, de PAPAP, du Bureau de l'Ordonnateur National du FED ainsi que du soutien de plusieurs médias nationaux.

<http://infohaiti.net/index.php/40-cooperation/5514-l-union-europeenne-et-ses-partenaires-lancement-la-semaine-de-l-europe-2019>

RFM - Publié le 2 mai 2019

"L'Union Européenne et ses partenaires ont lancé la semaine de l'Europe ou plusieurs activités sont prévues à la capitale et dans certaines villes de province.

Les pays membre de l'UE célèbrent ainsi le 9 mai qui marque la journée de l'Europe dans le monde."

Le National – Publié le 12 avril 2018

Nord-Ouest : lancement du programme multi sectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Sous la coordination de la direction départementale du ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE) et en présence des différents représentants des directions de services déconcentrés de l'État le programme multi sectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été

lancé officiellement, le mercredi 10 avril 2019, lors d'une cérémonie au Caciquat convention center à Port-de-Paix, cette semaine.

S'étendant sur le département du Nord-Ouest et sur la commune Gros-Morne dans l'Artibonite, le PMSAN contribue principalement au renforcement de la gouvernance intersectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et départemental. Il assure également le régie et l'assistance technique (AT) ainsi que l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables des zones d'intervention.

Suivant les objectifs spécifiques fixés par les agents d'exécution du programme notamment le MAST, MARNDR, MSPP, MPCE et les principaux donateurs, entre autres, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë ont été améliorés. Les filières de production, de transformation et de commercialisation rurales ont été renforcées. De surcroît, l'inclusion des plus pauvres dans les principaux secteurs de la vie nationale (agriculture, santé protection sociale) a été renforcée dans le cadre stratégique et programmatique.

Financé par **l'Union européenne** à hauteur de 4, 000,000.00 euros (quatre millions), ce programme s'étendra sur une période allant de novembre 2022 au 30 avril 2023, selon la fiche technique préparée pour l'exécution.

La réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim et de la malnutrition en Haïti, notamment dans le Nord-Ouest, selon le vu des exécutants, est plus qu'une nécessité. Car, depuis nombre d'années, les cas de malnutrition enregistrés dans les communes du département du Nord-Ouest retiennent l'attention de plus d'un, plus encore des responsables d'organisations internationales. Ce qui a favorisé et légitimé la présence de multiples organisations non gouvernementales qui prétendent investir des millions de gourdes et de dollars dans des projets fantômes pour obtenir des résultats à courte durée. Alors que, la situation de misère de la majorité de la population Nord-ouestienne reste et demeure des plus critiques.

Depuis plus d'une décennie, après la CARE Haïti, environ une dizaine d'organisations non gouvernementales ont jeté leur base au bas Nord-Ouest, pourtant la vulnérabilité économique et financière des habitants s'aggrave de plus en plus.

Il est évident qu'il faut des interventions rapides de la part de l'État haïtien et de ses partenaires, par rapport à l'urgence qui s'impose et à la dégradation des conditions de vie de la masse paysanne. Cependant, tant que les problèmes ne s'adresseront pas en profondeur, le taux de malnutrition risque de prendre en valeur dans le Nord-Ouest. À noter que le Nord-Ouest regorge de ressources économiques qui n'attendent qu'à être exploitées en plus de sa capacité de production agricole, végétale et animale.

C'est pourquoi des organisations de base et de la société civile, des organisations de planteurs, des personnalités avisées, entre autres croient qu'à côté de la construction de la route Carrefour Joffre / Anse-à-Foleur, la construction d'un barrage sur les fleuves des trois rivières devait être prise en compte par le président Jovenel Moïse. Ce projet pourrait arroser des milliers d'hectares de terre fertile et cultivable dans les quatre communes du bas Nord-Ouest notamment Jean Rabel, Môle Saint-Nicolas, Bombardopolis et Baie-de-Haine. À partir de ce moment, la malnutrition ne sera qu'un mauvais souvenir dans ledit département.

Il faut souligner, alors qu'ils prétendent combattre la faim dans le Nord-Ouest, ce qui n'a jamais été le cas d'après les constats et les résultats, les ONG, avec leurs beaux bâtiments et leurs grosses voitures, pataugent dans le luxe. En fin de compte, ces ONG ne font qu'alimenter les problèmes pour rendre leur présence permanente dans le Nord-Ouest. Le malheur des paysans du bas Nord-Ouest fait le bonheur des ONG, à ce qu'il parait.

Le Nouvelliste -Publié le 9 avril 2019

Le Parlement va continuer à prendre son temps avant de ratifier l’APE, selon Gary Bodeau

Après avoir passé en revue plusieurs mécanismes offrant des opportunités économiques et d’investissement au pays, CBTPA, loi HOPE/HELP, le président de la Chambre des députés, Gary Bodeau, en a profité pour communiquer au journal sa position sur la non-ratification de l’Accord de partenariat économique (APE) qui gît dans les tiroirs du Parlement depuis environ une décennie.

En effet, neuf ans après la signature de l’APE, la République d’Haïti n’est pas parvenue à sa ratification à cause du Parlement qui n’a jamais statué sur ce traité de libre-échange. La décision des autorités haïtiennes de signer cet accord remonte au 10 décembre 2009.

« Je ne suis pas contre l’APE », a d’entrée de jeu spécifié Gary Bodeau, rencontré dans les locaux du Fonds monétaire international (FMI) en marge d’une rencontre avec des responsables du Fonds, en compagnie du gouverneur de la banque centrale, Jean Baden Dubois.

« Il n’y a pas un problème APE en Haïti », a-t-il poursuivi tout en précisant que le Parlement haïtien n’a pas statué sur cet accord, dans un premier temps, à la demande du secteur privé haïtien.

Selon le numéro un de la Chambre basse, il y avait une liste d’exclusions que nous avons demandée mais qui ne nous est jamais parvenue.

Il dit se rappeler que l’APE était déjà une fois inscrit dans l’ordre du jour d’une assemblée nationale quand le secteur privé avait suggéré à ses pairs de le ranger dans les tiroirs.

« Aujourd’hui, il y a un revirement spectaculaire au sein du secteur privé, mais nous ne voyons toujours pas d’éléments nouveaux dans l’APE », constate Gary Bodeau, annonçant la ferme intention du Parlement de continuer à prendre tout son temps pour bien analyser l’accord.

À ce propos, l’année dernière, **Vincent Degert, représentant en Haïti de la délégation de l’Union européenne**, a révélé qu’il a travaillé depuis 2017 de manière très intense avec le secteur privé et le secteur public haïtiens au niveau de l’exécutif pour trouver les bonnes modalités d’application de l’accord en vue d’une ratification qui n’a jamais eu lieu.

En l’absence de cette ratification, Haïti a pu bénéficier malgré tout d’une facilité particulière appelée « Tout, sauf les armes », donnant l’accès au marché européen ainsi que d’une dérogation additionnelle de cet accès via ce qu’on appelle l’exemption de règle d’origine pour des produits fabriqués, par exemple, en partie en République dominicaine et qui sont ensuite transférés en Haïti.

« Nous sommes en contact avec plusieurs économistes, dont Camille Chalmers, qui pensent que c’est une mauvaise chose pour Haïti si le Parlement haïtien ratifie l’APE », informe le député de Delmas, confiant avoir offert un podium au président du Forum économique, Bernard Craan, pour venir expliquer les avantages et les inconvénients de cet accord aux élus de la Chambre des députés.

Pour Gary Bodeau, entrer dans l’APE dans ces conditions (tête baissée) va entraîner un effet boule de neige compte tenu de l’existence des secteurs dans lesquels l’économie haïtienne est compétitive, et d’autres dans lesquels elle ne l’est pas.

Le parlementaire haïtien pointe du doigt les investissements consentis par les pays de **l’Union européenne** en République dominicaine par rapport à Haïti, la taille de l’économie dominicaine avec

l'ensemble des investisseurs qu'elle arrive à capter ainsi que les relations bilatérales nouées par la République voisine avec la Chine.

Et, déplore-t-il, nous ne contrôlons même pas nos frontières.

«Il nous faut une liste d'exclusions, clairement établie pour que nous sachions exactement dans quels secteurs il n'y aura pas de compétition», réclame le parlementaire.

Même s'il n'y a pas de comparaison possible entre les investissements des pays de l'Union européenne en République dominicaine par rapport à Haïti, trois principales entreprises issues de pays membres (Digicel, Heineken et Rubis) installées sur le territoire national totalisent ces 12 dernières années plus de 1,5 milliard de dollars, ce qui les place au premier rang des investisseurs étrangers présents dans le pays. De plus, ces entreprises européennes sont aussi classées parmi les premiers payeurs de taxes.

<https://lenouvelliste.com/article/200305/le-parlement-va-continuer-a-prendre-son-temps-avant-de-ratifier-lape-selon-gary-bodeau>

Haiti libre - Publié le 6 avril 2019

Des experts de «Cambridge Education» en mission d'appui en Haïti



Suite aux engagements pris lors de l'Atelier de Washington en janvier dernier:

<https://www.haitilibre.com/article-26700-haiti-washington-consensus-sur-le-decaissement-de-16-5-millions-d-appui-a-l-education.html>, dans le cadre d'une consultation d'appui à la finalisation du Plan Décennal d'Éducation et de Formation (PDEF) deux experts étrangers de Cambridge Education, financé par l'UNICEF, Marion Ginolin et Serge Péano ont séjourné en Haïti du 1er au 5 avril en vue de contribuer à l'approfondissement de l'analyse sectorielle et à la révision de certains éléments du Plan.

Une première rencontre de travail s'est tenue, lundi avec des représentants du Partenariat mondial pour l'éducation, de l'Union européenne et de l'UNICEF ainsi que le directeur de cabinet du ministre CADET, Jackson Pléteau. Cette réunion portait essentiellement sur l'analyse sectorielle du PDEF. La nécessité d'approfondir ce point jugé incomplet dans le document a été au centre des échanges. Les deux experts de Cambridge Education, ont fait part de leurs points de vue concernant ce point important du document et de la stratégie de travail adoptée dans le cadre de leur mission.

Une grande réunion de travail s'est tenue, mercredi entre les experts de Cambridge et des responsables de directions techniques du Ministère ainsi que certains acteurs externes, spécialistes en éducation afin de recueillir les données et commentaires afin de revoir l'analyse sectorielle du PDEF. Tous les aspects concernant la petite enfance, le fondamental, le secondaire et l'enseignement supérieur ont été passés en revue.

Entre mercredi et vendredi, Marion Ginolin et Serge Péano ont rencontré divers acteurs concernés dans ce dossier afin de faire le point, entre autres, sur les aspects statistiques, la bonne gouvernance et la formation des maîtres.

Vendredi les deux expert ont bouclé, la première phase de leurs consultations portant sur la révision de l'analyse sectorielle et présenté un premier bilan de leurs échanges lors d'une réunion où ont participé entre autres : le Dr Délima Pierre, Directeur Général de l'Office National de Partenariat en Éducation (ONAPE), Délima Chery, l'Inspecteur Général, des membres du cabinet du Ministre de l'Éducation Cadet, des représentants de l'UNICEF, de l'Union européenne et du Bureau de communication du Ministère.

Les deux experts de Cambridge Éducation doivent revenir bientôt à Port-au-Prince afin de boucler la deuxième phase de leurs consultations.

Notons que suivant la feuille de route adoptée à Washington, la revue de l'analyse sectorielle devrait être bouclée avant juin 2019 afin de bénéficier d'un appui budgétaire de l'Union européenne pour la première tranche variable.

<https://www.icihaiti.com/article-27388-icihaiti-education-des-experts-de-cambridge-education-en-mission-d-appui-en-haiti.html>
